PLAN DE TRAVAIL ET BUDGET DU SECRÉTARIAT DU 1ER JUILLET 2012 AU 31 DÉCEMBRE 2013

Aux fins de décision

1. OBJET

Ce document est destiné à demander au Conseil d'administration d'approuver un budget de 18 076 679 USD, afin de soutenir le plan de travail du Secrétariat sur la période du 1er juillet 2012 au 31 décembre 2013, ainsi qu'une allocation de 130 000 USD pour un contrat et le déplacement afférent du cabinet sélectionné pour identifier les candidats au poste de nouveau directeur général. L'allocation des 130 000 USD sera gérée par le budget du Secrétariat, mais ne sera pas intégrée à celui-ci. Le document rend également compte de l'utilisation du budget du Secrétariat approuvé pour la période du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012.

2. DÉCISION RECOMMANDÉE

Le Secrétariat demande au Conseil d'administration d'approuver les décisions énoncées ci-dessous :

BOD/2012/09-XX — Budget du secrétariat : le Conseil d'administration :

a) approuve une augmentation de 8 076 679 USD au budget du Secrétariat approuvé dans la décision BOD/2012/06-13, afin de soutenir le plan de travail mis à jour du Secrétariat sur la période de 18 mois courant du 1er juillet 2012 au 31 décembre 2013, tel que présenté dans BOD/2012/09 DOC 01 en Annexe 3.

b) approuve un montant supplémentaire de 130 000 USD pour le contrat et le déplacement afférent du cabinet sélectionné pour identifier les candidats au poste de nouveau directeur général et

c) demande au secrétariat de lui fournir un plan de travail et un budget mis à jour, aux fins d'approbation dans le cadre du plan final pour la mise en œuvre du Plan stratégique pour la période 2012 à 2015.

3. RÉSUMÉ ANALYTIQUE

3.1 L'élaboration du plan de travail du Secrétariat repose sur la compréhension de ce dernier concernant son rôle dans la prestation de services au profit du Partenariat mondial sur la période de 18 mois, du 1er juillet 2012 au 31 décembre 2013, comme communiqué par le biais des décisions du Conseil d'administration. Dans les grandes lignes, le plan de travail prévoit les responsabilités en soutien de la mise en œuvre du plan stratégique 2012-2015 du Partenariat mondial pour l'éducation, mais n'inclut pas de résultats attendus spécifiques pouvant être affectés au secrétariat relativement à la mise en œuvre du Plan stratégique, de même que le budget envisagé n'intègre pas les coûts différentiels de ces résultats attendus.

3.2 Le Secrétariat présentera un plan de travail et un budget mis à jour au Conseil d'administration, aux fins d'approbation, dans le cadre du plan final pour la mise en œuvre du Plan stratégique. Dès qu'un directeur général aura été désigné et pris ses fonctions, le Secrétariat pourra modifier son plan de travail et solliciter une révision de son budget auprès du Conseil d'administration.

3.3 Quatre annexes viennent à l'appui de cette demande de la manière suivante :

- Annexe 1 : Plan de travail incluant les résultats attendus par équipe du Secrétariat et par semestre, pour la période de 18 mois s'échelonnant du 1er juillet 2012 au 31 décembre 2013
- Annexe 2 : Plan de dotation en personnel du Secrétariat, par équipe, incluant une brève description de chaque fonction essentielle, pour la période de 18 mois s'échelonnant du 1er juillet 2012 au 31 décembre 2013
- Annexe 3 : Détails sur la demande de budget de l'équipe du Secrétariat pour la période de 18 mois s'échelonnant du 1er juillet 2012 au 31 décembre 2013
- Annexe 4 : Examen rétrospectif de la prestation du plan de travail et de l'utilisation du budget du Secrétariat, pour la période du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012

4. CONTEXTE

4.1 Le Document sur la gouvernance du Fonds du Partenariat Mondial pour l'éducation (le « Fonds GPE ») impose au Conseil d'administration d'approuver une allocation budgétaire

chaque année en soutien du plan de travail du Secrétariat. Contrairement aux accords précédents au titre du Fonds fiduciaire du Secrétariat, les allocations du Fonds GPE doivent être approuvées en amont de la période durant laquelle celles-ci doivent être utilisées. La Banque mondiale ne procure aucun financement anticipé pour les activités du plan de travail en attendant l'approbation du budget du Secrétariat par le Conseil d'administration. Chaque année, l'approbation par le Conseil d'administration d'une allocation budgétaire est nécessaire à la poursuite des opérations du Secrétariat.

4.2 Une demande d'approbation relative à un budget du Secrétariat a été soumise à l'examen du Conseil d'administration lors de sa réunion au mois de juin 2012. Le budget n'a alors pas été approuvé. Le Conseil d'administration a demandé au Secrétariat de soumettre à nouveau sa demande, accompagnée d'informations supplémentaires et d'un rapport sur l'utilisation de son budget précédemment approuvé, dont la mise en œuvre était en cours jusqu'au 30 juin 2012. Afin d'assurer la continuité des activités du Secrétariat, une demande de budget provisoire (pouvant atteindre 10 000 000 USD pour la période de 12 mois, courant du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013) a été approuvée par le Conseil d'administration le 28 juin 2012, par décision d'accord tacite envoyée par courriel. La décision du Conseil d'administration a été adoptée comme suit :

> **BOD/2012/06-13 — Budget du secrétariat :** le Conseil d'administration approuve un budget pouvant atteindre 10 000 000 USD pour la période de 12 mois, courant du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013, afin de permettre au Secrétariat de poursuivre ses opérations. Le niveau de dotation en personnel demeure dans la limite supérieure jusqu'à ce que le Conseil d'administration approuve une nouvelle décision d'augmenter le budget pour cette période, en fonction de la remise (pour examen du Conseil d'administration lors d'une audioconférence devant se tenir au début du mois de septembre 2012) par le Secrétariat à la mi-août 2012 :
>
> > a. d'un rapport sur les dépenses du Secrétariat relativement au budget du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012, approuvé par le Conseil d'administration lors de sa réunion des 18 et 19 mai à Kigali, au Rwanda (BOD/13/05/2011) (le « budget de l'exercice 2012 ») et
> >
> > b. d'une proposition de budget détaillé pour la période du 1er juillet 2012 au 31 décembre 2013, comportant :
> >
> > > i. une justification de toutes les augmentations du budget par rapport à celui de l'exercice 2012, y compris :
> > >
> > > - une ventilation détaillée des coûts dans les domaines suivants :
> > >   - le profil des effectifs – notamment les coûts récurrents et supplémentaires en matière de personnel
> > >   - les frais généraux – notamment les coûts d'hébergement, des technologies de l'information et autres frais généraux
> > >   - les déplacements – notamment les coûts associés aux déplacements des pays en développement partenaires participant aux réunions du Conseil et du Conseil consultatif financier (CCF), ainsi qu'aux ateliers.

- une catégorie « autre », notamment les frais non liés aux déplacements ayant trait aux ateliers, aux formations du personnel, à la plateforme Web et à son contenu
- les coûts par unité opérationnelle pour l'intégralité de la période des 18 mois, non sur une base annuelle
- de plus amples informations sur les domaines dans lesquels le Secrétariat subit des pressions sur les coûts et

ii. un ensemble exhaustif de réalisations attendues qui soit conforme à la vision, à la mission, aux objectifs stratégiques et à l'environnement favorable du Plan stratégique approuvé à Berlin par le Conseil d'administration.

4.3 Ce document apporte des réponses à la décision du Conseil visée précédemment.

5. MOTIFS DE LA RECOMMANDATION

5.1 Un plan de travail indicatif et détaillé de 18 mois de l'équipe du Secrétariat figure en **Annexe 1**. Le plan de travail indicatif exprime deux changements majeurs dans l'organisation des fonctions du Secrétariat, à savoir i) le déplacement des fonctions de soutien du Conseil d'administration et mobilisation des ressources des équipes respectives (d'alors) des finances, administration, soutien au Conseil d'administration, relations externes et communications, devant être gérées par le directeur du Secrétariat (ou le directeur général, lorsqu'il sera désigné) et ii) la création d'une équipe suivi et évaluation.

5.2 Le plan de dotation en personnel en soutien du plan de travail indicatif figure en **Annexe 2**. Il prévoit d'accroître les effectifs de 11 personnes – soit une augmentation de 43 à 54 salariés – par rapport au plan de dotation en personnel associé au budget approuvé par le Conseil d'administration pour la période du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012. Le total du plan de dotation en personnel intègre le directeur général et les postes de soutien. Les chiffres sur le personnel comprennent uniquement les affectations à durée déterminée (généralement de 2 ans) et les consultants nommés à long terme (jusqu'à 2 ans maximum, non renouvelables dans le cadre d'une affectation de type identique). Ils excluent les personnes nommées pour de courtes missions de conseil.

5.3 Le budget proposé par l'équipe du Secrétariat figure en **Annexe 3**. Le montant total demandé pour la période de 18 mois s'élève à 18 076 679 USD, dont 11 679 844 USD sont sollicités pour la période de 12 mois du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013. Cela équivaut à environ 2,8 % de la valeur de décaissements estimés des subventions de mise en œuvre dans le cadre du Fonds fiduciaire du GPE pour l'année civile 2012. Le budget proposé, par rapport aux

10 008 459 USD approuvés pour la période de 12 mois du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012, fait état d'une augmentation annuelle d'environ 16,6 %.

5.4 Sur le total de l'allocation de 18 mois demandée, 1 486 430 USD devraient être mis à disposition au titre du financement affecté d'un fonds fiduciaire existant de l'USAID, conçu pour soutenir le suivi et l'évaluation, l'établissement de rapports sur les résultats et les activités d'échanges de connaissances. Sur le total des ressources de l'USAID devant être utilisées sur la période de 18 mois, 1 406 430 USD doivent, selon les projections, prendre en charge les activités de la période du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013 et 80 000 USD pour la période du 1er juillet 2013 au 31 décembre 2013. Le solde est demandé auprès du Fonds fiduciaire du GPE – 10 273 414 USD pour la période du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013 et 6 316 835 pour la période du 1er juillet 2013 au 31 décembre 2013.

5.5 Les prévisions budgétaires prennent en compte les mesures de coût-efficacité pratiquées par le Secrétariat. En principe, le personnel du Secrétariat voyage par exemple en classe économique en Europe et utilise des billets d'excursion, lorsqu'il peut en bénéficier, pour se rendre partout. D'autres pratiques de maîtrise des coûts consistent notamment à se rendre dans plusieurs pays au cours des voyages lorsque c'est possible, notamment pour les membres de l'équipe de soutien aux pays soutenant les groupes locaux des partenaires de l'éducation (GLPE), à privilégier les réunions et les ateliers au plan régional plutôt qu'à l'échelle internationale pour modérer les pertes de temps et les frais de déplacement de tous les participants. Le budget est soumis à révision en fonction de la finalisation du plan de mise en œuvre du Plan stratégique du GPE et de la nomination d'un directeur général.

5.6 Le budget révèle la charge de travail et les responsabilités significativement accrues pour le Secrétariat, conformément à la demande du Conseil d'administration, notamment dans le cadre de l'année précédente. Les principaux facteurs de la hausse marquée dans le budget, par rapport au niveau approuvé pour la période du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012, sont :

- **la conversion planifiée de onze affectations de « consultants à long terme » en affectations de « consultants sur une période déterminée ».** La nomination de type consultant à long terme a été mise à profit au cours des douze mois précédents pour accélérer divers recrutements, dont certains constituaient des emplois fondamentaux pour le Secrétariat. Le recours à ce type d'affectation a permis une accélération de l'intégration s'expliquant par un processus de recrutement sensiblement

moins rigoureux. Cela s'est révélé adapté à un moment où le Secrétariat devait augmenter rapidement ses effectifs afin de répondre aux demandes du Conseil d'administration, alors que le nombre des fonctions des postes fondamentaux n'étaient pas encore pleinement définis. Ce type de nomination représente une option moins onéreuse pour le GPE, parce qu'il offre un ensemble d'avantages moins intéressants pour le titulaire. Toutefois, une personne peut demeurer sur ce type d'affectation pendant une durée maximum de deux ans, tandis que des postes essentiels sont estimés comme étant nécessaires à long terme. Les affectations de consultants à long terme ont été mises à profit pour recruter des membres du personnels qui sont à présent considérés comme exerçant des fonctions fondamentales dans les équipes respectives de soutien aux pays (les responsables pays soutenant, en particulier, le travail dans les états fragiles et les pays touchés par un conflit), de mobilisation des ressources (tous les postes), de soutien au Conseil d'administration (aux fins du soutien de la gouvernance) et des bonnes pratiques mondiales (postes de spécialistes seniors des questions d'éducation pour la lecture, les mathématiques et les enfants marginalisés).

Dans l'attente de l'approbation de cette demande d'enveloppe budgétaire, des postes sélectionnés de consultants à long terme devraient être convertis en postes de consultations renouvelables de deux ans, qui contribueront à réduire les perturbations affectant le plan de travail pour le Secrétariat et le Partenariat et à offrir aux titulaires une stabilité des emplois sensiblement supérieure. La conversion de ces postes est estimée à un coût différentiel de 67 000 USD pour la période du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013 et de 136 000 USD pour la période du 1er juillet 2013 au 31 décembre 2013.

- **Gestion du Secrétariat : désignation d'un nouveau directeur général** et des postes de soutien associés. Les estimations budgétaires prévoient une date de début au 1er février 2013 pour le directeur général. La nouvelle nomination est estimée à un coût différentiel de 100 000 USD sur les 18 mois (postes supplémentaires associés non compris). En outre, un budget de 130 000 USD a été approuvé par le Président pour prendre en charge les frais du contrat d'un cabinet de recrutement et les coûts afférents, montant faisant l'objet d'une demande distincte du budget du Secrétariat.

- **Équipe de mobilisation des ressources : positionnement initial d'une fonction de mobilisation des ressources dans le Secrétariat.** Précédemment considérée comme relevant principalement des attributions du Président, la fonction de mobilisation des ressources était initialement dotée d'une équipe de consultants réalisant des missions de courte durée, puis de consultants bénéficiant de nominations à long terme. Selon les prévisions, les affectations doivent à présent être converties en postes de consultants sur une période déterminée. Les fonctions de cette équipe comprendront un soutien dédié à la communauté des organisations de la société civile (OSC), le suivi régulier de la politique et des engagements financiers n'ayant pas trait au fonds GPE pris lors de la Conférence sur la reconstitution des ressources de 2010, ainsi que la mise en œuvre d'efforts afin d'atteindre l'objectif fixé à 2 milliards de dollars en matière de reconstitution des ressources, y compris en sensibilisant des donateurs non traditionnels. L'équipe de mobilisation des ressources coordonnera également la finalisation de la stratégie de la mise en œuvre du Plan stratégique du GPE.

- **Équipe de soutien des service du Conseil d'administration :** soutien renforcé aux groupes constitutifs du Conseil d'administration des pays en développement partenaires, par le biais d'un soutien aux groupes constitutifs des membres du Conseil et de leur personnel technique, afin d'élaborer des situations sur les documents et les politiques du Conseil en amont des réunions de ce dernier, ainsi que le développement de plateformes de partage des connaissances reposant sur la représentation par groupe. Trois réunions en face à face du Conseil sont inscrites au budget sur la période de 18 mois. L'une aura lieu à Paris en France, une autre à Maputo au Mozambique et l'emplacement de la dernière reste à déterminer. Les frais d'interprétation sont estimés pour toutes les réunions du Conseil d'administration, de même que les coûts de traductions de l'ensemble des documents du conseil. Il est prévu qu'un poste de consultant à long terme soit converti en poste de consultant sur une période déterminée dans l'équipe de soutien au Conseil d'administration.

- **Équipe de soutien aux pays : augmentation du nombre de responsables pays** en cohérence avec l'orientation sur le renforcement du soutien aux pays en développement partenaires et aux groupes locaux des partenaires d'éducation. Le complément total de l'équipe devrait atteindre le chiffre de 13, ce qui comprend la

conversion de quatre des postes actuels de consultants à long terme en postes de consultants sur une période déterminée. Des calendriers de déplacements et d'ateliers beaucoup plus ambitieux sont également planifiés, destinés à la mise en œuvre efficace du nouveau programme d'examen de la qualité et à accroître l'engagement avec les Groupes locaux des partenaires de l'éducation, notamment dans les états fragiles et touché par un conflit. Trois ateliers régionaux sur le suivi de la mise en œuvre des plans pour le secteur de l'éducation sont programmés entre septembre 2012 et juin 2013.

- **Équipe des bonnes pratiques mondiales : contribution à la progression des travaux sur l'engagement à l'égard du programme de lecture, augmentation du soutien aux objectifs du Partenariat sur l'éducation des filles et des enfants marginalisés :** deux nouveaux emplois sont prévus en vue d'un appui ciblé et soutenu pour le partage des travaux et des connaissances sur l'éducation des filles, notamment concernant les taux de réussite et la transition vers l'enseignement secondaire et sur « la prise en charge de chaque enfant ». Les deux postes travailleront en étroite collaboration avec les agences partenaires. Les travaux planifiés mettront à profit les travaux des autres, mais ne s'y substitueront pas. Quatre ateliers de mise en œuvre de la lecture et des mathématiques sont prévus pendant la période des 18 mois.

- **Relations et communications extérieures : développement de l'équipe et mise à niveau de la plateforme Web –** destinés à élever le programme d'éducation à l'échelle mondiale en accroissant la visibilité et la pertinence de la marque GPE, ainsi que l'accessibilité des travaux du Partenariat. La stratégie de communication n'était pas encore approuvée au moment de la rédaction de ce document. Toutefois, la proposition de budget prévoit l'intégralité de la dotation supplémentaire en personnel, telle que précédemment approuvée par le Conseil d'administration à Copenhague en 2011. En outre, elle reflète l'investissement en une fois d'environ 500 000 USD destinés à une nouvelle plateforme Web (Drupal) qui offrira au site Web du GPE des fonctionnalités nettement plus importantes, notamment l'accessibilité des dispositifs mobiles même dans les zones reculées de nos pays partenaires, des capacités totalement multilingues, des visualisations dynamiques et interactives, pour expliquer des sujets complexes riches en données et suivre les tendances en matière d'éducation (ex. : informations découlant du Rapport sur les résultats) afin d'aider à définir les priorités des travaux du partenariat,

de mieux mesurer et de décrire son incidence, ainsi que la rédaction conviviale sur le Web afin de faciliter le flux de travail interne et les communications externes. Drupal représente une plateforme ouverte, qui répond à l'objectif du site Web du GPE visant à desservir une communauté importante, diversifiée et à encourager la participation et la collaboration en ligne. La conception de plateformes de partage des connaissances est également programmée, afin de mettre à profit et de diffuser plus largement les contributions de l'ensemble des partenaires et de faciliter l'engagement du Conseil d'administration et des groupes constitutifs du CCF.

- **Constitution de la nouvelle unité de suivi et d'évaluation** afin de soutenir la remise de rapports sur les résultats, comme évoqué lors de la réunion Conseil d'administration du mois de novembre 2010. Cette unité relèvera directement du directeur général/directeur. Ses conclusions offriront la capacité de directement évaluer l'incidence du modèle et du financement du GPE sur les progrès réalisés en vue des objectifs convenus au sein du Partenariat – conformément au Plan stratégique. Cela servira également de base aux processus des examens sectoriels conjoints au niveau national. Devant initialement disposer de six postes, le programme de dotation et le plan budgétaire font actuellement état d'une demande de 3 nouveaux postes à durée déterminée, soit un spécialiste senior en suivi et évaluation, un chargé de statistiques et un chargé d'opérations pour le suivi de l'efficacité de l'aide des interventions du GPE, avec l'appui de consultants réalisant des missions de courte durée. Le coût différentiel total de cette unité atteint 905 206 USD sur la période de 18 mois.

- **Mise à niveau des fonctions de gestion des financements du Fonds du GPE, du portefeuille et des ressources.** Bien que le Conseil d'administration ait approuvé les postes dans le cadre du budget précédent, les titulaires recrutés en qualité de nouveau chargé de finances senior en soutien du Comité consultatif financier (CCF) et de chargé de la gestion des ressources, afin de fournir des conseils dédiés au Secrétariat sur l'utilisation des ressources, les mesures de coût-efficacité, etc. ont seulement fait leur intégration aux mois de juillet et d'août 2012 respectivement. Les attributions du chargé de portefeuille sont en cours de finalisation, avec une date prévue de début pour la fin du mois d'octobre 2012. Ce n'est que maintenant que le plein impact budgétaire de ces postes précédemment approuvés va se faire sentir.

- **Augmentation des frais généraux** (notamment les surfaces de bureaux, l'équipement et les services informatiques) associés à l'augmentation en dotation du personnel en projet. Les éléments détaillés de ces coûts figurent en Annexe 3.

La figure 1 présente ci-dessous la répartition de la proposition de budget du Secrétariat par équipe sur 18 mois.

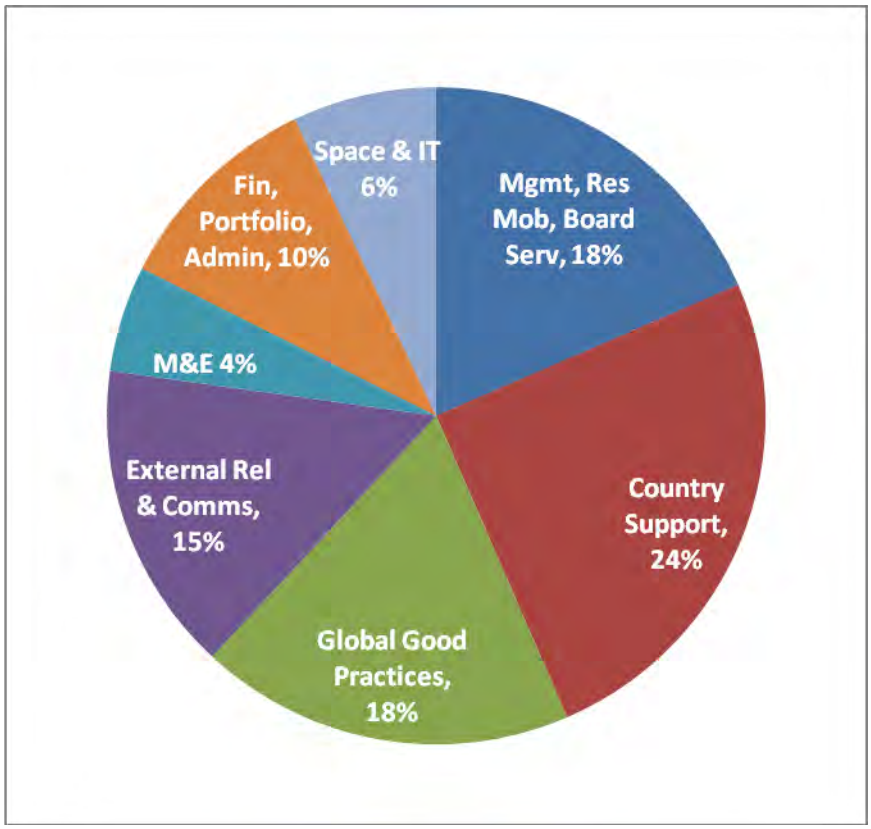


Figure 1

6. PROCHAINES ÉTAPES

L'approbation de la demande de budget permettra au Secrétariat d'avancer dans ses recrutements clés/conversions de postes et dans ses travaux sur les activités demandées par le Conseil d'administration, notamment l'élaboration du plan de mise en œuvre du Plan stratégique 2012-2015. Le Secrétariat présentera un budget révisé reposant sur un plan de

travail modifié dans le cadre du plan de mise en œuvre, aux fins d'approbation du Conseil d'administration.

ANNEXE 1

OBJECTIFS DU PLAN DE TRAVAIL DU SECRÉTARIAT ET RÉSULTATS ATTENDUS PAR ÉQUIPE

1. Gestion du Secrétariat, mobilisation des ressources et de soutien au Conseil d'administration

Objectif primordial : le Secrétariat efficace exerce un solide rôle de leadership en soutenant le plan stratégique du Partenariat, en facilitant et en suivant les engagements pris en vue d'une augmentation du financement pour l'éducation de base et favorisant la prise de connaissance, ainsi qu'un meilleur fonctionnement du Conseil d'administration

---

		2012	2013	
Objectifs	**Résultats attendus**	2d sem.	1er sem.	2d sem.
N° 1 : Diriger efficacement le Secrétariat	1. Assurer la disponibilité des informations essentielles de gestion, le fonctionnement efficace des systèmes de base et le suivi du courrier	X	X	X
	2. Renforcer les communications internes et les systèmes de responsabilisation à l'intérieur des équipes du Secrétariat afin d'améliorer l'efficacité	X	X	X
	3. Favoriser la transition avec le directeur général	X	X	
N° 2 : Assurer la direction stratégique du Partenariat	1. S'engager dans l'initiative sur l'éducation du Secrétaire général des Nations Unies	X		
	2. Établir le plan de mise en œuvre et le budget pour le Plan stratégique	X	X	X
	3. Diriger la mise en œuvre, à l'échelle du Partenariat, du plan stratégique du GPE et le suivi de l'examen des dispositifs d'hébergement	X	X	X
	4. Prendre part/diriger les discussions internes concernant l'objectif de développement pour le Millénaire (OMD) après 2015	X	X	X
	5. Développer des critères d'élargissement du Partenariat du GPE, y compris le rôle des nouveaux partenaires, à l'appui de la progression dans l'accomplissement des objectifs de première importance du GPE			

		2012	2013	
Objectifs	**Résultats attendus**	2d sem.	1er sem.	2d sem.
N° 3 : Faciliter la sensibilisation au Partenariat et la collecte de fonds	1. Sensibiliser les nouveaux donateurs potentiels et les partenaires des pays à revenu intermédiaire	X	X	X
	2. S'engager auprès des donateurs concernant le financement des états fragiles, superviser les fonds et soutenir l'engagement des OSC dans les états fragiles	X	X	X
	3. Faciliter les financements bilatéraux supplémentaires conformes aux plans sectoriels et aux activités du GPE - Objectif de 300 millions de dollars	X	X	X
	4. Obtenir des financements supplémentaires pour le Fonds du GPE pour la fin de l'année 2013, objectif de 500 million sur un total de 2 milliards de dollars	X	X	X
	5. Sensibiliser et soutenir les groupes de la société civile autour de la collecte de fonds, y compris en prenant part à des campagnes et à des événements d'OSC, aux opportunités de lobbying national et à la communication d'informations	X	X	X
	6. Faciliter la sensibilisation des OSC par l'équipe de liaison avec la société civile au cours des missions nationales	X	X	X
	7. Maintenir de solides systèmes de gestion de contacts à travers le Secrétariat, y compris la mise à jour régulière de la base de données des clients clés et l'intégration avec la base de données de l'équipe de soutien au Conseil d'administration	X	X	X
	8. Fixer, pour la fin 2013, la date, l'heure et le lieu de la prochaine conférence pour les annonces de contributions sur la reconstitution des ressources			
	9. Évaluer, en collaboration avec l'OSF et d'autres organismes, la viabilité d'une émission d'obligations pour l'éducation et la progression à échéance, le cas échéant			
N° 4 : Superviser les contributions de la conférence sur la reconstitution des ressources	1. Développer des partenariats pour la surveillance des financements émanant des donateurs, des financements nationaux et de la mise en œuvre politique	X		X
	2. Remettre un rapport écrit sur les engagements lors des deuxième réunions en face-à-face du Conseil d'administration en 2012 et en 2013	X X	X	X X
	3. Fournir des points réguliers sur les financements nationaux et émanant de donateurs	X		X

	4. Rédiger un rapport annuel sur l'état du soutien financier à l'éducation de base dans les pays en développement partenaires			

		2012	2013	
Objectifs	**Résultats attendus**	**2d sem.**	**1er sem.**	**2d sem.**
N° 5 Faciliter le fonctionnement approprié du Conseil d'administration	1. S'assurer de l'articulation des réunions du Conseil d'administration autour des priorités stratégiques du Partenariat	X	X	X
	2. Faciliter la communication entre les groupes du Conseil d'administration	X	X	X
	3. Soutenir la prise de décision du Conseil d'administration (y compris en matière de gouvernance auprès du CCF, du Comité d'éthique et du Comité de suivi et d'évaluation, si ce dernier est mis en place)	X	X	X
	4. Soutenir le travail du Président	X	X	X
	5. Dispenser un soutien technique et logistique de haute qualité pour le Conseil d'administration et ses comités, y compris en produisant des assurances/examens de la qualité des documents de ces derniers	X	X	X
	6. Assurer le partage des connaissances entre le Conseil d'administration, le Président et le Secrétariat	X	X	X

2. Équipe de soutien aux pays

Objectif primordial : les pays en développement partenaires élaborent et mettent en œuvre des plans de haute qualité, axés sur les résultats, pour le secteur de l'éducation.

		2012	2013	
Objectifs	**Résultats attendus**	2d sem.	1er sem.	2d sem.
N° 1 : Fournir un soutien à l'ensemble des pays en développement partenaires – en portant une attention particulière aux états fragiles – afin de faciliter l'élaboration de plans d'éducation et les demandes d'assistance financière et technique	1. Assurer une assistance technique proactive aux pays en développement partenaires et aux Groupes locaux de partenaires de l'éducation	X	X	X
	2. Procurer une assurance qualité des plans d'éducation approuvés et convenir de résultats clés du secteur, devant être surveillés dans chaque pays en développement partenaire	X	X	X
	3. Surveiller l'exécution du plan pour l'éducation et vaincre les obstacles empêchant les résultats positifs	X	X	X
	4. Poursuivre le déploiement des campagnes de communication afin d'informer les parties prenantes des nouveaux processus au niveau national	X	X	X
	5. Élaborer et solliciter l'approbation de nouveaux outils de financements fondés sur les résultats		X	
	Relativement aux États fragiles :			
	6. Intensifier et personnaliser l'assistance technique	X	X	X
	7. Élaborer et diffuser des conseils techniques sur l'établissement de plans transitoires pour le secteur de l'éducation	X		
	8. Entreprendre l'analyse de la composition et de la capacité des Groupes locaux des partenaires de l'éducation travaillant dans des état fragiles	X	X	
	9. Élaborer de nouveaux mécanismes et directives pour permettre aux États fragiles de bénéficier d'un financement développé plus efficace (ex. : financement initial) et solliciter l'approbation par le Conseil d'administration de ces nouveaux mécanismes	X		

		2012	2013	
Objectifs	**Résultats attendus**	2d **sem.**	1er **sem.**	2d **sem.**
N° 2 : Fournir une aide pour faire avancer la priorité du GPE sur l'éducation des filles	1. Réviser les outils et processus du GPE afin de se concentrer de manière appropriée à l'éducation des filles, notamment à la transition du primaire au secondaire, en s'appuyant sur les informations émanant des autres partenaires	X		
	2. Entreprendre l'analyse de tous les plans approuvés pour l'éducation, afin d'évaluer le degré et l'efficacité de l'attention consacrée à la transition des filles du primaire au secondaire, rédiger une note sur les bonnes pratiques en se fondant sur l'analyse et le travail des autres partenaires	X	X	
	3. Élaborer une proposition pour mettre en œuvre un financement fondé sur les résultats dans un petit nombre de pays, afin de mettre à profit l'accès accru des filles à l'enseignement primaire et/ou la transition vers l'enseignement secondaire	X		
	4. Travailler avec l'UNICEF pour constituer un groupe de haut niveau de sensibilisation à l'éducation des filles dans les pays en développement partenaires			
N° 3 : Fournir un soutien pour faire avancer la priorité du GPE sur l'apprentissage	1. Assurer la prestation de services d'assistance technique aux pays dont les résultats d'apprentissage sont les plus faibles, en collaboration avec l'équipe des bonnes pratiques mondiales	X	X	X
	2. Remettre des rapports de suivi sur la mise en œuvre de Plans d'action de lecture pour 20 pays en développement partenaires du GPE	X	X	X
	3. Dispenser des ateliers régionaux sur le suivi et l'évaluation en mettant plus particulièrement l'accent sur les résultats de l'apprentissage, en collaboration avec l'équipe des bonnes pratiques mondiales et l'unité de suivi et d'évaluation		X	
	4. Entreprendre l'analyse des plans d'éducation approuvés, afin d'évaluer le degré et l'efficacité des stratégies visant à s'assurer de l'apprentissage précoce de la lecture, en collaboration avec l'équipe des bonnes pratiques mondiales			
n° 4 : Fournir une aide plus efficace moyennant le renforcement de la capacité des GLPE et l'utilisation accrue de modalités d'aide plus	1. Accroître l'engagement avec les GPLE sur le suivi de la performance des plans et des dons : ➢ objectif de 90 % des pays en développement partenaires rendant compte des financements nationaux ➢ objectif de 10 % d'augmentation, dans l'ensemble du	X	X	X

harmonisées	portefeuille de dons du GPE, de l'utilisation des modalités harmonisées pour la mise en œuvre des dons ➢ objectif de 15 % d'augmentation de la représentation de la société civile dans les Groupes locaux des partenaires de l'éducation ➢ objectif de 15 % d'augmentation dans l'achèvement des programmes de dons dans le cadre d'une durée de subvention approuvée 2. Élaborer et mettre en œuvre une stratégie de renforcement des Groupes locaux des partenaires de l'éducation et des examens sectoriels conjoints 3. Dispenser des ateliers sur l'apprentissage parmi les GPLE sur la coordination de secteur efficace, l'amélioration du suivi et de l'évaluation des résultats du secteur de l'éducation 4. Entreprendre une analyse transnationale des bonnes pratiques au sein des GPLE		X X X	

3.Équipe des bonnes pratiques mondiales

Objectif primordial : les objectifs et buts stratégiques énoncés dans le plan stratégique du Partenariat mondial et la motivation à l'égard de résultats mesurables sont facilités par le partage des connaissances et se coordonnent avec les autres partenaires

		2012	2013	
Objectifs	**Résultats attendus**	2d **sem.**	1er **sem.**	2d **sem.**
N° 1 : Soutenir l'amélioration de la mise en œuvre dans les États fragiles	1. Rassembler et diffuser les connaissances de pointe sur l'instruction accélérée en alphabétisation et en mathématiques de base, pour les enfants plus âgés, en appui de l'exécution du plan sectoriel dans les États fragiles 2. Rédiger des ensembles de méthodes de mise en place ou de reconstruction rapide pour les systèmes administratifs clés : informations, nominations et paiements des enseignants, achat de manuels et de documents et mécanismes favorisant la disponibilité rapide de plus de salles de classe 3. Mettre à disposition une expertise sur les subventions scolaires directes, utiles à la rapidité du décaissement et de la reconstruction	X X X	 X	 X
N° 2 : Soutenir l'achèvement et la transition des cycles scolaires pour les filles	1. Soutenir les financements spécifiques axés sur les résultats, afin d'améliorer l'achèvement et la transition des cycles scolaires dans les pays présentant des inégalités entre les sexes	X	X	X

	2. Diffuser des méthodes d'enseignement et de gestion de salles de classe accélérant l'apprentissage (en mettant l'accent sur la lecture et les mathématiques) et ainsi l'achèvement du cycle pour les filles.	X	X	
N° 3 : Soutenir l'augmentation spectaculaire du nombre d'enfants apprenant et démontrant la maîtrise des compétences de lecture et de calcul de base	1. Mettre en place un suivi de coordination pays/partenaire/OSC afin de coordonner l'assistance des partenaires, les efforts propres des pays, l'établissement et les mesures d'objectifs quantitatifs	X		
	2. Développer une communauté de pratiques parmi les OSC, afin d'offrir une assistance en lecture et en mathématiques	X		
	3. Partager les connaissances sur l'amélioration de l'évaluation des talents précoces et des aptitudes en matière de développement de la petite enfance (ECD), y compris les méthodes de financement ciblé de l'ECD, en garantissant un contenu exhaustif en la matière	X		X
	4. Créer une ressource commune de gestion des connaissances sur les techniques de lecture et de mathématiques qui fonctionnent, y compris les techniques de mise à niveau rapide	X	X	
	5. Coordonner les ateliers pour relancer les efforts nationaux, notamment en lecture, à l'identique des ateliers africains, en assurant la fourniture d'une assistance technique dans les pays par ailleurs dépourvus du soutien de donateurs ou d'ONG	X		
	6. Élaborer de meilleures normes d'appréciation et d'évaluation des fonds dans les pays ne disposant pas de base de référence, travailler avec les partenaires (notamment l'Institut de statistiques de l'UNESCO) pour le suivi des données			

		2012	2013	
Objectifs	**Résultats attendus**	2d **sem.**	1er **sem.**	2d **sem.**
n° 4 : Soutenir l'amélioration de l'efficacité des enseignants	1. Travailler avec les partenaires, notamment Education International, pour développer la capacité des GPLE à intégrer les réflexions des enseignants dans le plan et le suivi sectoriel, améliorer les compétences organisationnelles des enseignants pour collaborer au plan et au suivi sectoriel, aux questions politiques			X
	2. Travailler avec les partenaires, notamment Education International, pour développer et appliquer les normes de pratiques améliorées et les compétences professionnelles chez les enseignants, notamment le leadership professionnel dans les écoles			X

N° 5 : Atteindre chaque enfant	1. Travailler avec les partenaires, notamment l'UNICEF et l'Institut de statistiques de l'UNESCO, pour développer et gérer l'intégration de populations marginalisées et vulnérables, y compris la présence (non uniquement l'inscription), en mettant l'accent sur des groupes spécifiques comme les filles, les personnes handicapées, les pauvres, les minorités ethniques, les enfants nomades, la main-d'œuvre enfantine, etc. Porter une attention particulière à ceux souffrant d'un handicap.			X

4.Équipe des affaires et des communications externes

Objectif primordial : un Partenariat mondial réformé et amélioré, présenté comme étant un mécanisme mondial efficace, afin de coordonner l'assistance en matière d'éducation de base et de mobiliser des fonds et un soutien politique de sorte que les pays en développement assurent une éducation de base de qualité

		2012	2013	
Objectifs	**Résultats attendus**	2d sem.	1er sem.	2d sem.
N° 1 : Augmentation mesurable de la visibilité/l'image positive du GPE	1. Planification stratégique de la campagne de visibilité du GPE	X		
	2. Production d'un rapport sur les résultats	X		X
	3. Production d'un rapport annuel	X		X
	4. Déploiement du site Web remanié, de la nouvelle conception, des fonctionnalités, du contenu simplifié	X	X	
	5. Remaniement privilégiant la version mobile de toutes les plateformes Web		X	
	6. Célébration des 10 ans de l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous (événements multiples, succès)	X	X	X
	7. Données de référence de mesures des médias sociaux établis, objectifs fixés	X		
	8. Contenu des vidéos exclusives créé/réalisé pour diverses plateformes	X	X	X
	9. Impression professionnelle/histoires sur le Web/photos réalisées	X	X	X
	10. Révision des documents promotionnels en support papier, des graphiques d'informations			
	11. Plateformes de médias sociaux créées pour divers destinataires			

		2012	2013	
Objectifs	**Résultats attendus**	2d sem.	1er sem.	2d sem.
	12. GPE Afrique/Europe/Asie/jeunes/parents/enseignants/OSC/politique /recherche/technologie, etc.	X	X	X
	13. Livraison continue sur les médias sociaux, mettant à profit le contenu existant et nouveau, les événements, les flux Web, les mises à jour vidéo des blogues, la nouvelle orientation des médias sur les marchés mondiaux, les étapes importantes/événements des pays partenaires	X X	X X	X X
	14. Concours sur les médias sociaux (photos/vidéos/applications/secteur privé/ technologie/innovation/enseignement)	X X		
	15. Événements à New York : Assemblée générale des Nations Unies, CGI, concert de septembre	X		
	16. Manifestation de la Journée internationale de l'alphabétisation sponsorisée par le GPE en septembre	X	X	X
	17. Réunion Commnet du GPE en octobre	X	X	X
	18. Engagement continu auprès des personnes d'influence dans la presse, les médias sociaux, les institutions mondiales, les gouvernements		X X	 X
	19. Certification IATA concernant la mise en œuvre de la transparence/du site de données/des visualisations et de la cartographie des données		X	X
	20. G8/G20/FEM/Davos/placement des événements TED	X	X	X
	21. Calendrier OMD 2, au-delà de 2015, élaboré et remis aux leaders d'opinion clés, à l'ensemble des plateformes, événements			
	22. Défenseurs célèbres recrutés lorsque c'est utile et possible			
	23. Prise en charge du profil pour le poste de directeur/ directeur général			

		2012	2013	
Objectifs	**Résultats attendus**	2d sem.	1er sem.	2d sem.
N° 2 : Soutien de la prestation de services du GPE dans les pays partenaires	1. Création et déploiement de la trousse d'informations du GPLE (sensibilisation au GPE, mobilisation nationale, soutien des médias vidéo/sociaux, modèles/guides/formations en média, aux fins d'informations générales sur le partenariat, ainsi que pour les décisions d'approbation, d'allocations, les signatures d'accords de subvention, les publications, la communication entre pays d'accueil.	X	X X	X X
	2. Soutien de l'éducation par le divertissement (ex. : campagnes d'alphabétisation, éducation des filles)	X	X	
	3. Modèle d'enquête par SMS de sondages d'attitudes et de données, aux fins d'une base de référence pour les campagnes des GPLE		X	X
	4. SMS pour le soutien des campagnes des GPLE		X	X
	5. Plateforme collaboratives de médias sociaux, appartenant aux pays partenaires, pour les campagnes locales			
N° 3 : Partage des connaissances internes et informations (Secrétariat et Partenariat)	1. Solution SharePoint en nuage lancée pour le Secrétariat, le Conseil d'administration, le CCF, les organisations partenaires, les consultants externes pour le partage des informations de base et le travail collaboratif	X	X	
	2. Cours en ligne de téléapprentissage des processus au niveau national	X	X	X
	3. Bulletin mensuel du Conseil d'administration	X	X	X
	4. Communications du Partenariat/bulletin mensuel des alertes Commnet du GPE	X	X	
	5. Plate-forme ouverte pour le partage des connaissances au niveau national aux défenseurs/experts/chercheurs pour l'éducation	X	X	X
	6. Formation du personnel sur le processus des communications internes en nuage, pour la saisie des documents actuellement contenus dans des courriels dans une unique base de données BTOR, SMOs, photos, vidéo			

5.Suivi et évaluation

Objectif primordial : améliorer la transparence et renforcer la responsabilisation à l'égard des résultats au sein du Partenariat mondial

		2012	2013	
Objectifs	**Résultats attendus**	2d sem.	1er sem.	2d sem.
N° 1 : Améliorer la transparence et la responsabilisation à l'égard des résultats et des réussites dans le Partenariat mondial	1. Remettre un rapport sur les résultats au mois de juin 2013 (en collaboration avec toutes les équipes du Secrétariat et les autres partenaires)		X	
	2. Développer une méthodologie pour mettre en œuvre la matrice de responsabilité	X	X	
	3. Mettre à jour les formulaires de résultats (en collaboration avec l'équipe de liaison avec la société civile)	X	X	X
	4. Mettre à jour la page Web sur les résultats (en collaboration avec l'équipe des communications)	X	X	X
	5. Répondre aux demandes d'informations émanant des partenaires et du Secrétariat	X	X	X
	6. Prendre part à des ateliers sur les études sectorielles conjointes	X	X	X
	7. Consolider la collaboration avec les organisation essentielles, en fournissant des informations sur l'éducation	X	X	X
N° 2 : Démontrer la valeur ajoutée du Partenariat mondial	1. Constituer le comité indépendant sur l'évaluation de l'impact	X	X	
	2. Mettre en œuvre une première étude sur l'évaluation de l'impact du GPE		X	X
N° 3 : Suivre l'engagement des partenaires	1. 1. Maintenir les travaux sur l'efficacité de l'aide, notamment le suivi du calendrier mondial postérieur à Busan, le maintien à jour des informations sectorielles, le suivi de la diffusion des profils de pays, ex. : participation des OSC à la planification du pays	X	X	X

6.Finances, portefeuille et administration

Objectif primordial : efficacité et bon fonctionnement du Comité consultatif financier. Transparence, efficience et rentabilité du fonctionnement du Secrétariat.

		2012	2013	
Objectifs	**Résultats attendus**	2d sem.	1er sem.	2d sem.
N° 1 : Faciliter le fonctionnement efficace du CCF, comprenant l'élaboration de rapports sur le fonctionnement du Fonds du Partenariat mondial pour l'éducation	Soutenir le travail du CFF, notamment : 1. poursuivre l'élaboration des protocoles de prises de décisions du Fonds du Partenariat mondial pour l'éducation, aux fins d'approbation par le Conseil d'administration	X	X	
	2. Examiner les politiques et procédures de l'Entité de supervision et de l'Entité de gestion		X	X
	3. Appuyer le processus de recommandations du Conseil d'administration sur les modèles en matière de rapports de portefeuille et d'exceptions	X	X	X
	4. Faciliter les communications du groupe du CFF	X	X	X
	5. Continuer l'élaboration des directives opérationnelles de financements	X	X	X
	6. Soutenir la prestation de réunions du CFF – en personne et virtuellement	X	X	X
N° 2 Appuyer le développement du groupement de l'Entité de supervision et de l'Entité de gestion	1. Soutenir le dialogue de façon proactive sur les Accords de transfert avec au moins 3 organisations multilatérales et 7 institutions bilatérales, puis travailler afin de conclure ces accords	X	X	X
	2. Surveiller la mise en œuvre des subventions, suivant les normes politiques	X X	X X	X X
	3. Préparer les portefeuilles de fonds financiers et les rapports de mise en œuvre sur le Fonds		X	X
	4. Entreprendre et diffuser un examen exhaustif des activités du FDPE et du Fonds catalyseur depuis les débuts			
N° 3 : Fonctionnement judicieux et efficace du	1. Élaborer, communiquer, mettre en œuvre et soutenir les processus internes du Secrétariat	X	X	X

		2012	2013	
Objectifs	**Résultats attendus**	**2d sem.**	**1er sem.**	**2d sem.**
Secrétariat	2. Assurer la liaison avec l'agence hôte concernant les ressources humaines, la gestion des ressources, les contrôles, l'établissement des rapports institutionnels, etc.	X	X	X

ANNEXE 2

PLAN DE DOTATION EN PERSONNEL PAR L'EQUIPE DU SECRETARIAT

RESUME DES POSTES PAR EQUIPE		
Les nouveaux postes sont présentés en italiques Les postes à long terme actuels devant être convertis en emplois à durée déterminée sont soulignés	Total des postes prévus Juillet 2012 - décembre 2013	Nouveaux depuis le budget précédemment approuvé
Gestion du Secrétariat, mobilisation des ressources et soutien au Conseil d'administration	**9,5**	**1,5**
Gestion du Secrétariat 1. Directeur général/directeur 2. Assistant spécial du directeur général/directeur 3. Adjoint de direction senior **Mobilisation des ressources** *4. Conseiller en mobilisation des ressources* 5. Chargé des opérations (sensibilisation des partenaires donateurs) 6. Chargé des opérations (sensibilisation des OSC) 7. Analyste des opérations (ETC) **Soutien au Conseil d'administration** 8. Spécialiste senior des opérations du Conseil 9. Chargé de liaison avec le Conseil d'administration *10. Assistant de programme (en temps partagé avec une autre équipe)*		
Équipe de soutien aux pays	**13**	**2**
1. Coordinateur d'équipe 2. 8 responsables pays, *dont 1 correspond à une création de poste* (3 postes devant être convertis en emplois à durée déterminée) 3. 2 responsables pays – détachés 4. Analyste des opérations 5. *Assistant de programme*		
Équipe des bonnes pratiques mondiales	**11**	**3**
1. Coordinateur d'équipe 2. Spécialiste senior des questions d'éducation – lecture *3. Spécialiste senior des questions d'éducation – enfants marginalisés* 4. Spécialiste senior des questions d'éducation – ECD *5. Spécialiste senior des questions d'éducation – éducation des filles* 6. Chargé des opérations senior – détaché (figurant anciennement dans l'équipe des finances, portefeuille et administration) 7. Spécialiste des questions d'éducation – mathématiques 8. Spécialiste des questions d'éducation – politique d'éducation 9. Chargé de statistiques 10. Analyste des opérations – lecture (ETC) *11. Assistant de programme*		
Équipe des relations et des communications extérieures	**9**	**2**
1. Coordinateur d'équipe 2. Chargé des communications senior 3. Chargé des communications – en ligne		

RESUME DES POSTES PAR EQUIPE		
4. Chargé de communication – médias sociaux 5. Développeur informatique/médias sociaux (ETC) *6.* 2 collaborateurs Web, *dont 1 nouveau* 7. Adjoint aux communications, partage des connaissances et assistance technique (ETC) 8. *Assistant de programme*		
Suivi et évaluation	**3,5**	**3,5**
1. Coordinateur d'équipe, spécialiste en suivi et évaluation *2. Chargé des opérations – efficacité de l'aide* *3. Chargé de statistiques* 4. *Assistant de programme (dont le temps doit être partagé)*		
Finances, portefeuille et administration	**8**	
1. Coordinateur d'équipe 2. Chargé de finances senior 3. Chargé de la gestion des ressources 4. Chargé de portefeuille (ETC) 5. Administrateur de programme 6. Assistant gestion des ressources 7. Assistant événementiel/finances 8. Expert en transactions		
Total pour toutes les équipes	**54**	**11**

ANNEXE 2
PLAN DE DOTATION EN PERSONNEL PAR EQUIPE DU SECRETARIAT

Description des poste par équipe

Gestion du Secrétariat

Directeur général/directeur : chargé de la gestion du secrétariat du GPE, notamment responsabilité globale de la gestion du personnel et des résultats attendus du plan de travail, des communications avec le Conseil en tant qu'ordonnateur et avec la Banque mondiale en tant qu'agence hôte, du dialogue opérationnel avec les pays en développement partenaires, des activités de représentation et de sensibilisation au nom du Partenariat.

Assistant spécial du directeur général/directeur : soutient le directeur général/directeur, rédige les documents, les discours, assure la préparation des informations de base en appui des réunions du directeur général/directeur.

Adjoint de direction senior du directeur général/directeur : soutient le directeur général/directeur, notamment en effectuant le suivi du compte courriel, l'établissement du calendrier, les préparatifs de déplacements, l'organisation et la coordination du suivi efficace du courrier du Secrétariat.

Équipe de mobilisation des ressources

Conseiller en mobilisation des ressources – coordonne le travail d'ensemble de l'équipe, dirige les efforts de mobilisation des ressources, y compris en élargissant le groupe donateur du Fonds du GPE et en contribuant à l'accroissement des financements externes pour l'éducation. Il est également membre de l'équipe de gestion du Secrétariat.

Chargé des opérations : responsable de la sensibilisation des partenaires donateurs, en mettant l'accent sur les donateurs « traditionnels » du GPE, appuie le maintien des relations avec les partenaires donateurs, effectue les recherches, les analyses et les collectes d'informations sur les donateurs traditionnels aux fins de documents de référence/d'informations pour le Secrétariat et le Président du GPE, gère la base de donnée des clients clés du GPE.

Chargé des opérations : appuie la participation de la société civile aux activités du GPE à l'échelle nationale et internationale (ex. : événements, mobilisation des ressources, dialogue politique, suivi et sensibilisation), collabore avec les décideurs politiques issus des pays donateurs traditionnels et non traditionnels (ex. : équipements, sensibilisation, dialogue, lobbying, lors des

assemblées des Nations-Unies et dans le cadre d'autres initiatives mondiales, etc.), assure le suivi de la fourniture des financements n'émanant pas du Fonds du GPE et les engagements politiques (et effectue les recherches y ayant trait).

Analyste des opérations : soutient l'équipe de mobilisation des ressources dans les domaines du financement innovant et des secteurs privés, agit en qualité d'agent de coordination pour les nouveaux donateurs, offre notamment son appui dans les recherches, les correspondances, les réunions, ainsi que dans la gestion de la base de données des donateurs et réalise les recherches supplémentaires, selon le besoin.

Soutien au Conseil d'administration

Spécialiste senior des opérations du Conseil : assiste le Président et le Conseil d'administration sur les questions ayant trait à la gouvernance celui-ci, ainsi que le Comité d'éthique du Conseil, coordonne la rédaction des politiques du Conseil, la formulation provisoire des décisions et facilite la gestion des groupes.

Chargé de liaison avec le Conseil d'administration : soutient le renforcement des communications et du partage des connaissances au sein du Conseil d'administration, répond aux questions de routine et d'autres natures émanant des groupes du Conseil d'administration, facilite les réunions stratégiques du Conseil et de ses comités en s'assurant de la diffusion des documents de réunion, des rapports et des propositions pertinents au Conseil d'administration, de façon opportune.

Assistant de programme (en temps partagé avec l'équipe de suivi et évaluation) : fournit un soutien administratif aux équipes respectives de mobilisation des ressources, de soutien au Conseil d'administration et de suivi et évaluation.

Équipe de soutien aux pays

Coordinateur d'équipe : coordonne le programme global de l'équipe, s'assure de la répartition appropriée des responsabilités parmi les responsables pays et est membre de l'équipe de gestion du Secrétariat.

10 responsables pays (y compris 2 détachés) : chaque responsable pays agit en tant que principal contact de 5 à 8 Groupes locaux des partenaires de l'éducation des pays membres. Le responsable pays soutient les GLPE dans i) leur préparatifs pour devenir membres du GPE, ii) l'établissement/la mise à jour des plans pour le secteur de l'éducation, iii) la préparation des demandes de financements du Fonds GPE, iv) la mise en œuvre des plans pour le secteur de

l'éducation et des programmes financés par le GPE, v) le suivi et l'évaluation du plan et de la performance du programme. Le responsable pays procure également des conseils techniques aux GLPE sur des questions essentielles ayant trait aux orientations stratégiques, au suivi, à l'évaluation, à l'efficacité de l'aide et aux autres domaines thématiques du GPE. Chaque responsable pays se voit attribuer un rôle de premier plan dans des domaines tels que les enfants non scolarisés, l'éducation des filles, les états fragiles, l'hygiène scolaire, les financements innovants et autres secteurs.

Analyste des opérations : soutient le travail des responsables pays et du coordinateur de l'équipe par le biais du suivi et de l'analyse des prévisions, l'organisation du processus d'examen de la qualité, le suivi de la mise en œuvre du plan de travail de l'équipe de soutien aux pays, la mise à jour des bases de données ainsi que des tâches spécifiques pour améliorer l'efficacité de la performance de l'équipe.

Assistant de programme : fournit un soutien administratif d'ensemble à l'équipe de soutien aux pays, y compris en jouant un rôle actif dans l'établissement du calendrier, la consignation des événements clés, l'assistance à la maintenance des bases de données et en assurant la qualité dans l'ensemble des communications externes.

Équipe des bonnes pratiques mondiales

Coordinateur d'équipe : coordonne le travail des membres de l'équipe, en particulier autour des résultats attendus présentant une forte visibilité, comme ceux orientés vers les résultats d'apprentissage, le Programme d'activités mondiales et régionales (AMR). Il est également membre de l'équipe de gestion du Secrétariat.

6 spécialistes des questions d'éducation :

1 spécialiste en lecture : travaille en coordination avec les autres partenaires (donateurs, OSC, pays) afin de s'assurer que les pays, ayant un intérêt dans un objectif de lecture, bénéficient de l'appui conséquent d'une bonne combinaison de donateurs, des organisations multilatérales et des OSC.

1 spécialiste en mathématiques : travaille en coordination avec les autres partenaires afin de garantir l'existence et la diffusion des outils d'évaluation appropriés pour les mathématiques dans les petites classes du primaire, favorise la sensibilisation aux moyens pour évaluer et améliorer, établit des relations entre les donateurs, les organisations multilatérales, les OSC et les pays afin de créer une réserve d'expériences pertinentes, de faciliter les échanges de connaissances parmi les acteurs clés.

1 spécialiste des questions relatives aux enfants marginalisés : coordonne les mesures améliorées des besoins spécifiques, le ciblage des ressources et la mise en œuvre de la stratégie pour les enfants présentant des besoins particuliers. En collaboration avec d'autres partenaires, il élabore des expériences pratiques pouvant se diffuser à d'autres pays, améliore et fait connaître en continu les outils relatifs aux données et encourage une communauté de pratiques.

1 spécialiste en développement de la petite enfance (ECD) : travaille en coordination avec les autres partenaires afin de garantir à la communauté de connaissances des pratiques prometteuses dans l'amélioration du contenu à la fois cognitif et non cognitif de l'ECD, diffuse les méthodes d'évaluation de la qualité de l'ECD, travaille en réseau avec les donateurs, les organisations multilatérales, les OSC et les pays sur les pratiques d'évaluation et d'intervention.

1 spécialiste en politique de l'éducation : fournit une gestion centralisée des connaissances et la diffusion des services en alphabétisation et en ECD, travaille en

coordination avec un spécialiste en calcul afin de garantir une similitude de l'approche. Il travaille également en collaboration avec des spécialistes en alphabétisation et en ECD, afin d'élaborer des axes de travail particuliers dans ces deux domaines, assume des rôles dans les aspects essentiels de gestion des activités AMR concernant l'ECD.

1 spécialiste de l'éducation des filles : travaille en coordination avec les autres partenaires afin de garantir à la communauté de connaissances des pratiques prometteuses dans l'amélioration de l'achèvement de l'enseignement primaire et la transition vers le secondaire pour les filles.

1 Chargé des opérations senior (détaché) soutient la coordination globale des AMR en collaboration avec le coordinateur de l'équipe et d'autres collègues.

Chargé de statistiques : soutient l'amélioration du suivi sur les statistiques de l'éducation, analyse les tendances dans l'accès à l'enseignement et les résultats scolaires, ventile en diverses catégories d'intérêts pour le GPE, prévoit les tendances du taux de scolarisation en appui de la détermination des objectifs du pays et les besoins financiers, analyse les tendances de l'APD, prend en charge le calcul des allocations du cadre d'évaluation des besoins et de la performance du GPE.

1 analyste des opérations : soutient la mise en œuvre de l'initiative du GPE relative à la lecture.

Assistant de programme : fournit un soutien général à l'équipe des bonnes pratiques mondiales, notamment en procurant un appui logistique en préparation d'événements/d'ateliers (ex. : choix du lieu, traitement du déplacement des participants/distribution quotidienne), une assistance au coordinateur de l'équipe dans l'organisation des activités de l'équipe.

Relations et communications extérieures

Coordinateur d'équipe : coordonne le travail des membres de l'équipe, en particulier autour de la mise en œuvre de la nouvelle plateforme Web et des résultats attendus présentant une forte visibilité. Il est également membre de l'équipe de gestion du Secrétariat.

Chargé des communications senior : coordonne la création du contenu pour le site Web et le blogue, remplit les fonctions de premier contact avec la presse et supervise les services de partage de connaissances.

Chargé des communications – en ligne : assure la coordination générale de la conception Web, dirige le site Web de langue française, assume la liaison avec les consultants en conception et la gestion de la cohérence du contenu.

Chargé de communication – médias sociaux : coordonne l'ensemble des sites et des objectifs des médias sociaux, en collaboration avec les partenaires du GPE.

Développeur informatique/médias sociaux : fournit les services personnalisés de développement Web, de médias sociaux, d'applications mobiles et de sites de collaboration/de partage de connaissances.

2 collaborateurs Web : soutiennent la conception Web des chargés de communication

Adjoint aux communications, partage des connaissance et assistance technique : travaille avec les fournisseurs et l'équipe d'assistance technique afin de personnaliser les sites de partages des connaissances aux fins du GPE et procure une assistance technique générale.

Assistant de programme : fournit un soutien administratif général à l'équipe.

Suivi et évaluation

Coordinateur d'équipe : coordonne les activités, dans l'ensemble du Secrétariat, nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie de suivi et d'évaluation et facilite le travail du Comité de suivi et d'évaluation.

Chargé de statistiques : répond aux demandes d'informations en cours, soutient la rédaction de rapports sur les résultats et les formulaires de résultats nationaux.

Chargé des opérations (efficacité de l'aide) : réalise le suivi des questions et des données relatives à l'efficacité de l'aide.

Assistant de programme (en temps partagé avec les équipes de mobilisation des ressources et de soutien au Conseil d'administration) : fournit un soutien administratif général à l'équipe.

Finances, portefeuille et administration

Coordinateur d'équipe : coordonne le travail d'ensemble de l'équipe, notamment chargé de l'interface avec l'Administrateur et les potentielles entités de supervision et de gestion concernant les Accords de transfert et les obligations en matière d'élaboration de rapports sur le portefeuille. Il est également membre de l'équipe de gestion du Secrétariat.

Administrateur de programme : coordonne les actions globales des ressources humaines du Secrétariat, comme le recrutement, pilote l'identification et la mise en œuvre des systèmes de travail internes du Secrétariat.

Chargé de finances senior : assure la liaison avec le Comité consultatif financier (CCF), développe les outils d'élaboration de rapports sur l'utilisation et la disponibilité du Fonds fiduciaire du GPE, incluant l'établissement de scénarios. Il entreprend l'analyse afin de fournir la base du financement pour l'examen annuel du cadre d'évaluation des besoins et de la performance. Il travaille en étroite collaboration avec l'équipe de soutien aux pays sur l'examen des demandes de dons des pays. Il dirige également les travaux sur les normes fiduciaires des Entités de supervision et de gestion.

Chargé de portefeuille : soutient le travail d'élaboration de rapports sur la mise en œuvre du portefeuille des dons financés par le Fonds fiduciaire du GPE.

Assistant événementiel/finances dirige l'élaboration et la dispense des réunions du Conseil d'administration et du CFF, soutient le coordinateur de l'équipe et le chargé de finances sur la maintenance des bases de données.

Chargé de la gestion des ressources : dirige le plan de travail global du Secrétariat et l'établissement du budget aux fins de l'examen et de la décision du Conseil d'administration, chargé du suivi et des contrôles du plan de travail et du budget ainsi que de l'introduction des mesures de coût-efficacité.

Assistant gestion des ressources : soutient le chargé de la gestion des ressources et l'ensemble de l'équipe du Secrétariat, en mettant notamment l'accent sur les contrôles.

Expert en transactions : soutient le Secrétariat dans son ensemble, en établissant et en saisissant les engagements des consultants et d'autres nature par rapport au budget approuvé, s'assure du dépôt approprié des documents.

ANNEXE 3

DU 1ER JUILLET 2012 AU 31 DECEMBRE 2013
DÉTAILS DE LA DEMANDE DE CRÉDITS BUDGÉTAIRES

Le tableau 1 de la page suivante présente la demande de crédits budgétaires déposée par l'équipe du Secrétariat et une catégorie majeure de dépenses pour la période de 18 mois comprise entre le 1er juillet 2012 et le 31 décembre 2013, ventilées de manière à indiquer les périodes individuelles du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013 et du 1er juillet 2013 au 31 décembre 2013 Il montre également les dépenses réelles regroupées par catégories majeures de dépenses pour l'exercice allant du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012. Étant donnés les changements significatifs des fonctions qui ont eu lieu au sein des équipes du Secrétariat entre le 1er juillet 2011 et le 30 juin 2012, il n'était pas pratique d'indiquer les dépenses réelles par l'équipe du Secrétariat pour cet exercice.

Un total de 18 076 679 USD a été demandé afin de soutenir le programme du Secrétariat pendant la période de 18 mois, de ce montant 11 679 844 USD ont été demandés pour l'exercice du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013 et 6 396 835 USD pour la période du 1er juillet 2013 au 31 décembre 2013 Le soutien au programme du Secrétariat sur la période de 18 moins consiste en deux sources de financement, principalement le Fonds spécial GPE pour lequel un total de 16 590 249 USD est demandé sur la période de 18 mois et un fonds spécialement affecté de l'USAID qui fournira 1 486 430 USD sur la même période, principalement pour soutenir les activités de suivi-évaluation, de surveillance des résultats et de partage des connaissances, surtout les ateliers All Children Reading (Lecture pour tous les enfants). La demande de financement se ventile par sources et périodes de la manière suivante :

Fonds	Du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013	Du 1er juillet 2013 au 31 décembre 2013	Demande totale sur 18 mois
Fonds spécial GPE -- Affectation au Secrétariat	10 273 414	6 316 835	16 590 249
Fonds spécial USAID	1 406 430	80 000	1 486 430
Total de tous les fonds	11 679 844	6 396 835	18 076 679

Tableau 1
Demande de crédits budgétaires par l'équipe du Secrétariat et catégorie de dépenses
Juillet 2012 - Juin 2013, Juillet 2013 - Décembre 2013 et total sur 18 mois

	Personnel clé et consultants au sens large	Contrats de services de consultants à court terme	Déplacements (inclut le personnel, les consultants, le Conseil, le FAC, les participants aux ateliers)	Autre	Formation du personnel	Total	% du total du budget du Secrétariat
Gestion du Secrétariat, mobilisation des ressources, services du Conseil							
Juillet 2012 - Juin 2013	1 493 502	100 000	375 000	60 000	5 750	2 034 252	
Juillet 2013 - Décembre 2013	918 689	40 000	187 500	30 000	2 875	1 179 064	
Total de la demande sur 18 mois	**2 412 191**	**140 000**	**562 500**	**90 000**	**8 625**	**3 213 316**	**18 %**
Soutien national							
Juillet 2012 - Juin 2013	1 674 885	350 000	600 000	60 000	6 500	2 691 385	
Juillet 2013 - Décembre 2013	1 114 800	175 000	300 000	60 000	3 250	1 653 050	
Total de la demande sur 18 mois	**2 789 685**	**525 000**	**900 000**	**120 000**	**9 750**	**4 344 435**	**24 %**
Bonnes pratiques globales							
Juillet 2012 - Juin 2013	1 531 233	250 000	200 000	150 000	5 500	2 136 733	
Juillet 2013 - Décembre 2013	805 706	100 000	100 000	60 000	2 750	1 068 456	
Total de la demande sur 18 mois	**2 336 939**	**350 000**	**300 000**	**210 000**	**8 250**	**3 205 189**	**18 %**
Relations extérieures et communications							
Juillet 2012 - Juin 2013	1 144 358	100 000	100 000	500 000	4 500	1 848 858	
Juillet 2013 - Décembre 2013	681 861	50 000	50 000	20 000	2 250	804 111	
Total de la demande sur 18 mois	**1 826 219**	**150 000**	**150 000**	**520 000**	**6 750**	**2 652 969**	**15 %**
Suivi et évaluation							
Juillet 2012 - Juin 2013	279 019	200 000	50 000		1 750	530 769	
Juillet 2013 - Décembre 2013	288 563	60 000	25 000		875	374 438	
Total de la demande sur 18 mois	**567 581**	**260 000**	**75 000**	**-**	**2 625**	**905 206**	**5 %**
Finances, portefeuille, administration							
Juillet 2012 - Juin 2013	1 027 847	70 000	75 000	10 000	4 000	1 186 847	
Juillet 2013 - Décembre 2013	562 718	40 000	37 500		2 000	642 218	
Total de la demande sur 18 mois	**1 590 564**	**110 000**	**112 500**	**10 000**	**6 000**	**1 829 064**	**10 %**
Espace de bureaux et informatique							
Juillet 2012 - Juin 2013				816 000		816 000	
Juillet 2013 - Décembre 2013				415 500		415 500	
Total de la demande sur 18 mois				**1 231 500**		**1 231 500**	**7 %**
Autre							
Juillet 2012 - Juin 2013				435 000		435 000	
Juillet 2013 - Décembre 2013				260 000		260 000	
Total de la demande sur 18 mois				**695 000**		**695 000**	**4 %**
Total							

Réel de juillet 2011 à juin 2012	4 668 500	1 818 773	1 753 181	1 719 781		9 960 234	
Juillet 2012 - Juin 2013	7 150 844	1 070 000	1 400 000	2 031 000	28 000	11 679 844	
Juillet 2013 - Décembre 2013	4 372 335	465 000	700 000	845 500	14 000	6 396 835	
Total de la demande sur 18 mois	**11 523 179**	**1 535 000**	**2 100 000**	**2 876 500**	**42 000**	**18 076 679**	**100 %**
Part de la catégorie de dépenses dans le total de la demande sur 18 mois	***64 %***	***8 %***	***12 %***	***16 %***	***0 %***	***100 %***	
			Total demandé pour 18 mois du budget du Secrétariat			**18 076 679**	
			dont le financement par USAID			*1 486 430*	
			montant net du financement par USAID			*16 590 249*	
		Plus	**Total pour le contrat avec le cabinet de recrutement de PDG, déplacements compris**			**130 000**	

Sur une base annuelle, la proposition de budget représente une augmentation d'environ 16,7 % par rapport au budget approuvé pour l'exercice du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012 (10 008 459 USD). Elle reflète l'augmentation importante de la charge de travail et des responsabilités affectées au Secrétariat par le Conseil de direction, surtout lors de l'année précédente, et inclut l'établissement d'une unité de suivi-évaluation. Les facteurs motivant les demandes de crédits budgétaires sont décrits dans les paragraphes suivants :

Salaires et avantages du nouveau personnel à durée déterminée et des nominations de consultants de long terme ; conversion des nominations de consultants de long terme
11 523 179 USD sont prévus pour les salaires et avantages sur les 18 mois de ce qui est considéré comme les postes « clés » du Secrétariat. Du total, 7 150 844 USD sont prévus pour la période du 1er juillet 2012 au 30 juin 2012 (par rapport à 4 668 500 USD pour la période du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012). La proposition de budget reflète les plans d'augmenter les postes « clés » – ceux à personnel à durée déterminée et les nombres de nominations de consultants de long terme -- de 43 (précédemment approuvés) à 54 et la conversion de onze postes actuels de consultants de long terme en postes de personnel à durée déterminée[1]. L'estimation du coût incrémentiel total des nouvelles nominations de personnel à durée déterminée est de 1 623 000 USD sur la période de 18 mois. Le coût total de la conversion des nominations actuelles de consultants de long terme en nominations de personnel à durée déterminée est de 67 000 USD pour la période du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013 et de 136 000 USD pour la période du 1er juillet 2013 au 31 décembre 2013.

Les propositions de nouveaux postes de personnel à durée déterminée sont les suivantes :

- Équipe des mobilisations des ressources : Conseil en mobilisations des ressources
- Équipe de soutien national : 1 direction nationale supplémentaire
- Équipe des bonnes pratiques globales : Spécialiste en chef de l'éducation – Enfants marginalisés ; Spécialiste en chef de l'éducation – Éducation des filles
- Équipe des relations externes et des communications : Associé Web
- Équipe de suivi-évaluation : Spécialiste du suivi-évaluation (coordinateur d'équipe), agent d'opérations/efficacité de l'aide, agent des statistiques

[1] Le type de nominations de consultants de long terme a été utilisé les 12 mois précédents afin de réaliser plusieurs recrutements, dont certains pourvoyaient des postes clés du Secrétariat. L'utilisation de ce type de nomination a permis une intégration plus rapide grâce à un processus de recrutement relativement moins rigoureux. Ceci était approprié quand le Secrétariat devait rapidement embaucher du personnel pour faire face aux demandes du Conseil alors que de nombreuses fonctions de postes clés n'étaient pas encore entièrement définies. Ce type de nomination constitue une option moins coûteuse pour le GPE, car il présente un ensemble d'avantages moins attrayant au titulaire. Une personne peut cependant rester dans ce type de nomination pendant un maximum de deux ans, les postes clés sont par contre considérés comme nécessaires à plus long terme.

- Pour toutes les équipes : 3 assistants de programmes

Les postes actuels de consultants à long terme suivants font l'objet d'une proposition de titularisation :

- Équipe de mobilisation des ressources : Conseiller en mobilisation des ressources (non inclus dans le budget préalablement approuvé, mais nommé), Responsable des opérations (Sensibilisation des partenaires donateurs), Responsable des opérations (Sensibilisation des OSC) ;
- Soutien au Conseil d'administration : Spécialiste senior pour les questions opérationnelles ;
- Équipe d'appui national : 3 Responsables-pays, Analyste des opérations ;
- Équipe des bonnes pratiques mondiales : Spécialiste senior de l'éducation – Enfants marginalisés (non inclus dans le budget préalablement approuvé, mais nommé) ; Spécialiste senior de l'éducation – DJE ; Spécialiste senior de l'éducation – Mathématiques.

Le budget proposé pour la période allant du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013 reflète le recrutement d'agents ou de consultants à long terme en cours d'année et ne rend donc pas l'incidence de ces postes sur l'année entière. Le budget proposé pour la période de six mois allant du 1er juillet 2013 au 31 décembre 2013 prévoit que tous les postes sont occupés pendant l'ensemble de la période. Une bonne approximation du budget sur 12 mois pleins des salaires et prestations pour ces postes serait de deux fois le montant de 4 372 335 dollars pour six mois soit 8 744 670 dollars, en supposant que tout accroissement résultant d'éventuelles augmentations de salaire serait compensé par l'attrition normale (sachant qu'il est peu probable que tous les postes soient occupés pendant l'ensemble de la période).

Contrats de consultants à court terme : Il est prévu que les équipes du Secrétariat diminuent de près de moitié leur recours à des consultants à court terme par rapport à la base annualisée des 12 mois précédents. Les dépenses en contrats de consultants à court terme furent de 1 818 773 dollars pour la période allant du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012. Pour la période allant du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013, ce montant est prévu à 970 000 dollars. La diminution prévue reflète en partie la titularisation de certaines des fonctions. Il est prévu que certaines des tâches auparavant confiées à des consultants à court terme soient maintenant confiées à des agents ou à des consultants à long terme (principalement au sein des équipes de mobilisation des ressources et des bonnes pratiques mondiales). La diminution reflète également le recours à des consultants à court terme au cours des 12 mois précédents pour des tâches précises et de grande envergure qui sont à présent terminées (notamment, la stratégie de suivi et d'évaluation, la conception de certaines parties des procédures de demande à l'échelon du pays, le travail lié à la création de la nouvelle image de la marque). Le recours à des services de consultants à court terme sera encore important, en particulier par l'équipe d'appui national, car le processus d'examen de la qualité

bat son plein : le plan en cours prévoit environ 20 examens de la qualité à 8 400 dollars par examen, pendant une période de 18 mois. La nouvelle équipe de suivi et d'évaluation fera largement appel à des consultants à court terme, surtout au cours des 12 premiers mois, pour définir et réaliser le travail de base en amont du recrutement complet ; l'équipe des communications et des relations extérieures quant à elle continuera de recourir à des consultants à court terme pour assurer les services et le contenu Internet.

Déplacements : À l'instar des services consultants à court terme, le budget actuel prévoit une diminution des déplacements dans leur ensemble par rapport à la base annuelle pour la période allant du 1er juillet 2011 au 30 juin 2013 (même si elle est bien inférieure). Le budget proposé pour les déplacements du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013 est de 1 400 000 dollars par rapport aux dépenses réelles des 12 mois précédents d'un montant de 1 753 181 dollars. Il couvre tous les frais de déplacement (billets d'avion, hébergement, indemnités journalières, transferts, etc.) des agents, consultants, membres éligibles du Conseil et du CFA se rendant à leurs réunions respectives et des participants éligibles se rendant aux ateliers parrainés par les partenaires. Les dépenses de déplacement vont en moyenne de 6 000 dollars à 12 000 dollars en fonction de la destination et du nombre de pays visités au cours du déplacement. Les prévisions par équipe en termes de déplacements pour la période allant du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013 sont les suivantes :

- **Gestion du secrétariat, Mobilisation des ressources, Soutien au Conseil d'administration :** 375 000 dollars, dont 160 000 dollars alloués aux déplacements des membres du Conseil se rendant aux deux réunions du Conseil (70 000 dollars pour la réunion de Paris et 90 000 dollars pour celle de Maputo, estimations faites à partir de l'analyse des dépenses des réunions précédentes). Le solde sera utilisé pour les déplacements des agents et des consultants se rendant à des visites de levée de fonds, d'engagement des OSC institutionnelles, à des réunions de soutien au groupe du Conseil et à d'autres réunions de partenariat ou internationales déterminantes.
- **Équipe d'appui national :** 600 000 dollars. Ce montant couvre, entre autres, les déplacements des responsables-pays (le plan prévoit au moins une visite dans tous les pays au cours de la période de 18 mois, la majorité des déplacements couvrant plusieurs pays), les déplacements requis des membres de l'équipe d'appui national aux réunions du Conseil et du CFA, ceux liés à l'engagement de consultants dans le processus d'examen de la qualité, ceux des membres de l'équipe d'appui national et des participants éligibles se rendant aux ateliers d'échange de savoirs pour les groupes locaux d'éducation et la participation à des réunions internationales déterminantes.
- **Équipe des bonnes pratiques mondiales** : 200 000 dollars. Ce montant couvrira les frais des agents GGP, des consultants et des participants liés, entre autres, aux ateliers de

partenariat prévus (au moins 2 sur la lecture, d'autres sur les enfants marginalisés, les mathématiques), la participation à des réunions internationales déterminantes et une assistance technique ciblée aux pays partenaires.

- **Équipe des communications et des relations extérieures** : 100 000 dollars pour la participation d'agents d'équipes ciblées à tous les principaux événements de partenariat (réunions du Conseil, événements de haut niveau nécessitant une couverture de communications et de relations extérieures).
- **Équipe de suivi et d'évaluation** : 50 000 dollars. Cette estimation se base en grande partie sur la participation prévue des membres de l'équipe de suivi et d'évaluation aux réunions du Conseil et à des forums internationaux déterminants.
- **Finance, portefeuille et administration :** 75 000 dollars couvrant les frais de déplacement de membres éligibles du CFA à deux réunions du CFA (30 000 dollars au total pour la première réunion à Washington, DC, et la deuxième réunion dont le lieu est pour l'instant inconnu, mais défini en Europe à des fins budgétaires), la participation des membres de l'équipe à des réunions du Conseil et du CFA et d'autres déplacements pour se rendre à des réunions de partenariat ou avec d'éventuelles entités de supervision ou de gestion, au besoin.

Autres dépenses : 2 031 000 dollars sont prévus pour la période du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013 contre 1 719 781 dollars pour les 12 mois précédents. Cette catégorie comprend les principaux éléments suivants :

- **Coûts des réunions du Conseil et du FCA et d'autres ateliers financés par le Secrétariat**, *à l'exclusion des frais de déplacement et d'interprétation/traduction (qui sont affectés à d'autres catégories de dépenses)* : 260 000 dollars. Les prévisions concernent deux réunions du Conseil (15 000 dollars pour celle de Paris, 25 000 pour celle de Maputo), deux réunions du FCA (5 000 dollars pour chacune), trois ateliers financés par les bonnes pratiques mondiales sur la lecture ou autres (50 000 dollars chacun), trois ateliers GLE de l'équipe d'appui national (20 000 dollars chacun).
- **Un investissement ponctuel d'environ 500 000 dollars** pour la mise en place d'une nouvelle plateforme Internet (Drupal) qui devrait étoffer les fonctionnalités du site Internet du GPE, notamment : accessibilité aux appareils mobiles, même dans les régions reculées de nos pays partenaires ; capacité entièrement plurilingue ; écrans dynamiques et interactifs expliquant des sujets compliqués et denses en données ainsi que le suivi des tendances dans l'éducation (par ex. des informations tirées du rapport sur les résultats) pour faciliter la priorisation du travail du partenariat ainsi que la mesure et la description de son impact et une édition électronique et conviviale pour simplifier le déroulement des opérations internes

et les communications externes. La plateforme Drupal est une plateforme *open source* qui permet de réaliser l'objectif du site Internet du GPE visant à desservir une communauté vaste et diverse et à encourager la participation et la collaboration en ligne.

- **Traduction de documents/interprétation lors des réunions :** 385 000 dollars. Les projections sont fondées sur les frais de traduction et d'interprétation des 12 mois précédents (250 937 dollars) et le montant est augmenté pour refléter la modification récente apportée aux pratiques de traduction en termes de demandes de subvention affectées aux CFA et à l'augmentation prévue du nombre de demandes. Cette estimation ne concerne pas la demande en cours d'extension du nombre de langues disponibles lors des réunions du Conseil.
- **Fournitures** : 60 000 dollars. Ce montant concerne les fournitures de bureau habituelles pour l'ensemble de l'équipe du Secrétariat, ainsi que les matériels promotionnels du GPE (stylos, carnets, clés USB, etc.).
- **Location de bureaux** : 596 000 dollars. Ce montant reflète une augmentation de 138 m² de l'espace locatif de bureaux occupés par les membres du Secrétariat à compter du mois d'octobre 2012. L'espace total des bureaux loués s'élèvera ainsi à 964 m². Les dépenses prévues couvrent la location mensuelle, les coûts d'exploitation et les taxes immobilières qui sont récupérées sur une base réelle, plus une estimation de 40 000 dollars alloués à la construction liée à la préparation d'espace supplémentaire.
- **Services de communications et de technologies de l'information :** 260 000 dollars. Ce montant inclut les coûts liés à l'ensemble habituel de services de TI. Cet ensemble est imputé par personne et comprend les infrastructures communes de TI, les services de réseau et le support (infrastructure de réseau local, suite entreprise de logiciels, plateformes Internet et Intranet, services téléphoniques de base et soutien aux utilisateurs finals). Cette estimation inclut aussi les coûts liés à la vidéoconférence et aux services téléphoniques spéciaux. De plus, le Secrétariat s'est assuré de services TI dédiés par un contrat passé avec le Département des services généraux de la Banque mondiale pour la fourniture de matériel de bureau et d'un soutien logiciel au quotidien, ainsi que de services de gestion des stocks.
- **Formation du personnel** : 42 000 dollars, montant fondé sur l'affectation indicative de 780 dollars par membre de l'équipe ou consultant à long terme. L'utilisation de cette affectation sera définie par le coordinateur de l'équipe et les membres du personnel en fonction des besoins de développement. Elle pourrait servir pour couvrir les frais d'inscription, les frais de déplacement pour se rendre à des événements de développement professionnel, etc.

ANNEXE 4

EXAMEN RÉTROSPECTIF
REMISE DU PLAN DE TRAVAIL DU SECRÉTARIAT
ET UTILISATION DU BUDGET
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1ER JUILLET 2011 AU 20 JUIN 2012

La période du 1er juillet au 30 juin 2012 fut pleine de défis et très productive pour le Secrétariat. La plupart des activités identifiées dans la présentation des résultats à atteindre du Secrétariat dans le projet de budget ont été réalisées, ainsi qu'un certain nombre de points supplémentaires identifiés par le Conseil d'administration après l'approbation de du projet de budget. Une sélection des résultats à atteindre par l'équipe du Secrétariat est indiquée ci-dessous. Les informations sur le statut des résultats à atteindre définis dans le projet de budget approuvé par la Banque sont détaillées dans la pièce jointe 1 de la présente Annexe.

Sélection des résultats à atteindre de l'équipe du Secrétariat

Gestion du secrétariat, Mobilisation des ressources, Soutien au Conseil d'administration :

- Lancement de la nouvelle image de marque du GPE ;
- Planification et tenue de la première Conférence de reconstitution des ressources du GPE (qui s'est tenue le 8 novembre 2011 à Copenhague) ; travail de suivi des promesses. Pièce jointe 2 de la présente Annexe, et lien vers le site Internet du GPE ci-dessous pour des informations supplémentaires sur les résultats et les coûts de la conférence). http://www.globalpartnership.org/finance-and-funding/replenishment/pledging-conference/
- Coordination du plan stratégique du GPE et du groupe de travail sur le plan stratégique
- Organisation de deux réunions du Conseil : l'une à Copenhague les 9 et 10 novembre 2011, l'autre à Berlin les 7 et 8 juin 2012.

Équipe d'appui national

- 24 missions sur le terrain en appui aux activités suivantes : Efficacité du Groupe local pour l'éducation (GLE), qualité des demandes de don à l'appui de la mise en œuvre, participation à des examens conjoints du secteur. Des missions de terrain ont aussi été menées dans des pays envisageant/prévoyant de rejoindre le GPE pour les aider à résoudre leurs problèmes.

- Développement et finalisation des recommandations à l'échelon national et des outils pour l'application des diverses subventions des pays ; préparation des projets de termes de référence pour les entités de supervision et de gestion (terminés en août 2012).
- Analyse des examens conjoints du secteur dans le but d'identifier les problèmes et les bonnes pratiques dans le cadre d'un effort pour trouver des moyens de soutenir le renforcement des GLE.

Équipe des bonnes pratiques mondiales

- Finalisation et mise en œuvre de la stratégie de suivi et d'évaluation (préalables au nouveau plan stratégique avec les indicateurs correspondants).
- Fourniture d'un projet pour le premier rapport des résultats du GPE.
- Préparation et analyse d'une enquête étendue sur l'efficacité de l'aide
- Supervision de la subvention du fonds d'éducation nationale de la société civile
- Tenue de trois ateliers sur la lecture pour tous les enfants (deux à Kigali en mars 2012 et un à Athènes en juin 2012). Des détails sont disponibles à l'adresse suivante : http://www.globalpartnership.org/support-we-offer/early-grade-reading/all-children-reading-workshops/

Équipe des communications et des relations extérieures :

- Refonte du site des médias sociaux du GPE après la création de la nouvelle image de la marque et intégration dans les opérations du GPE et la sensibilisation
- Rapport annuel informatisé et innovant des Ateliers sur la lecture pour tous les enfants : http://allchildrenlearningreport.globalpartnership.org/English2011/?#/2
- Mise en place de liens solides de collaboration avec d'autres équipes des communications et des relations extérieures d'autres partenaires du GPE.
- Améliorations apportées au site Internet en termes d'exhaustivité, de facilité de navigation et d'accès au contenu.
- Version française du site Internet du GPE opérationnelle et régulièrement actualisée.
- Plateformes d'échanges de savoirs développées pour le Conseil et le FCA ainsi que pour les échanges à l'échelon national

Équipe de Finance, portefeuille et administration ***:***

- Finalisation du nouveau partenariat mondial pour les fonds destinés à l'éducation nationale et le fonds parallèle de la CE ; accords de contributions signés avec 12 donateurs.

- Projet d'un modèle d'accord de transfert
- Financement de deux réunions du FCA

Utilisation du budget

Avec un budget affecté de 10 008 459 dollars approuvé pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012, les dépenses ont atteint un total de 9 960 234 dollars soit 99,5 %. Le Tableau 1 ci-dessous montre les dépenses réelles par principales catégories de dépenses des trois périodes de 12 moins antérieures (1er juillet 2009 à 30 juin 2010, 1er juillet 2010 à 30 juin 2011, 1er juillet 2011 à 30 juin 2012). Le Tableau 2 ci-dessous montre la source réelle de financement du programme du Secrétariat pour les mêmes périodes. Le Tableau 3 fournit des détails sur les dépenses réelles des six principales réunions/ateliers organisés par le Secrétariat pendant la période allant du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012 : réunions du Conseil à Copenhague et Berlin, réunions du FCA à Copenhague et Oslo et ateliers sur la lecture pour tous les enfants à Kigali. Les détails des coûts de la Conférence de reconstitution des ressources sont indiqués dans la pièce jointe 2 de la présente Annexe.

TABLEAU 1

DÉPENSES RÉELLES PAR PRINCIPALES CATÉGORIES DE DÉPENSES (JUILLET 2009 – JUIN 2012)

		Dépenses réelles		
		Juillet 2009 – juin 2010	**Juillet 2010 – juin 2011**	**Juillet 2011 – juin 2012**
1	**Coûts de la main-d'œuvre (salaires et avantages sociaux)**			
	Agents	1 975 044	2 699 595	3 228 420
	Consultants à long terme	188 500	626 826	1 440 079
	Consultations à court terme	2 964 011	1 413 473	1 818 773
	dont :			
	Évaluation indépendante	*2 156 419*	*156 477*	-
	Développement de la stratégie de S et E (PROMAN)		*222 642*	*333 964*
	Soutien opérationnel/Examens de la qualité	*164 358*	*144 215*	*272 504*
	Rapports des résultats/Évaluation de l'efficacité de l'aide			*185 587*
	Levée de fonds/Création de la nouvelle image de la marque	*202 824*	*312 175*	*553 144*
	Soutien ST en amont des recrutements principaux	*311 385*	*308 818*	*201 750*
	Autres (notes sur les politiques, analyse technique, Internet, Rapport annuel)	*129 025*	*269 146*	*271 825*
	Total de la main-d'œuvre	**5 127 555**	**4 739 894**	**6 487 273**
2	**Déplacements**			
	Déplacement des agents et des consultants à long terme, dont :			
	Soutien aux GLE/Autre soutien technique aux pays	*52 115*	*172 530*	*468 312*
	Réunions du Conseil/FCA/Conférence de reconstitution des ressources/Groupe de travail stratégique	*113 456*	*225 691*	*215 490*
	Réunions/conférences avec les partenaires	*100 272*	*126 148*	*300 588*
	Ateliers financés par le Secrétariat			*112 261*
	Développement professionnel	*12 936*	*10 098*	*16 372*
	Autre	*371*		*1 835*
	Total des déplacements des agents et des consultants à long terme	**279 151**	**534 466**	**1 114 857**
	Déplacements autres que ceux des agents et des consultants à long terme			
	dont :			
	Soutien aux GLE/Autre soutien technique aux pays			13 864
	Réunions du Conseil/FCA/Conférence de reconstitution des ressources/Groupe de travail stratégique/Levées de fonds	246 263	163 740	317 735
	Réunions/conférences avec les partenaires		29 872	13 683
	Participation aux ateliers financés par le Secrétariat		4 907	293 041
	Total des déplacements autres que ceux des agents et des consultants à long terme	**246 263**	**198 519**	**638 324**
	Total des déplacements	**525 414**	**732 985**	**1 753 181**
3	**Autres contrats**	102 794		
4	**Coûts des événements (hormis déplacement)**			
	Événements liés au Conseil (repas, locaux, planification des événements)	101 889	88 073	322 564
	Ateliers financés par le Secrétariat (repas, locaux)			188 241
	Traduction/interprétation	104 638	107 139	250 938
	Total des coûts des événements (hormis déplacement)	**206 527**	**195 213**	**761 743**
5	**Autres dépenses**			
	Occupation de bureaux	369 038	267 444	508 669

TI et communications	97 198	141 846	243 958
Retraites, représentation, accueil	4 820	4 758	11 616
Fournitures/Impressions/valorisation de l'image de marque	54 228	55 100	170 814
Autre	24 978	18 392	22 981
Total des autres dépenses	**550 262**	**487 539**	**958 038**
Total des dépenses	**6 512 552**	**6 155 631**	**9 960 234**

TABLEAU 2

UTILISATION DU BUDGET DU SECRÉTARIAT PAR SOURCES DE FINANCEMENT JUILLET 2009 – JUIN 2012

CHIFFRES RÉELS			
Fonds	Juillet 2009 – juin 2010	Juillet 2010 – juin 2011	Juillet 2011 – juin 2012
Fonds fiduciaire du GPE - Affectation au Secrétariat	-	-	3 187 001
Fonds fiduciaire du Secrétariat	3 763 350	5 476 804	5 355 154
Contributions de donateurs à la Conférence de reconstitution des ressources			380 868
Contribution de la Banque mondiale	592 782	522 350	623 642
Fonds fiduciaire de l'USAID	-	-	413 570
Fonds fiduciaires spécifiques pour le financement d'évaluations indépendantes	2 156 419		
Total de tous les fonds	6 512 552	5 999 154	9 960 234

Tableau 3
Coûts réels des principales réunions/ateliers tenus du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012

Conseil d'administration Copenhague nov. 2011	
Billets d'avion	$36 032,00
Transferts aéroport	$2 200,00
Hôtel VIP	$12 000,00
Indemnités journalières VIP	$3 150,00
Location/restauration	$200 000,00
Transport terrestre	$7 500,00
Sce/Équipement interprétation	$18 000,00
Divers	$1 500,00
	$280 382,00

Sur la base de **11 invités**

FCA Copenhague nov. 2011	
Billets d'avion	$8 700,00
Transferts aéroport	$850,00
Hôtel VIP	$5 550,00
Indemnités journalières VIP	$1 260,00
Location/restauration	$14 500,00
Sce/Équipement interprétation	$6 500,00
Divers	$500,00
	$37 860,00

Sur la base de **4 invités**

Conseil d'administration juin 2012	
Billets d'avion	$43 329,00
Transferts aéroport	$3 055,00
Hôtel VIP	$15 000,00
Indemnités journalières VIP	$2 100,00
Sce interprétation	$6 200,00
Divers	$3 000,00
	$72 684,00

Sur la base de **13 invités**

FCA Oslo juin 2012	
Billets d'avion	$15 987,00
Transferts aéroport	$1 800,00
Hôtel VIP	$4 900,00
Indemnités journalières VIP	$900,00
Hôtel interprètes	$980,00
Sce interprétation	$4 900,00
Divers	$1 500,00
	$30 967,00

Sur la base de **6 invités**

Atelier-1 Kigali Fév. 2012	
Billets d'avion	$85 227,00
Hôtel VIP	$60 300,00
Indemnités journalières VIP	$13 000,00
Location/restauration	$21 650,00
Sce/Équipement interprétation	$38 500,00

Atelier-2 Kigali Mars 2012	
Billets d'avion	$69 339,00
Hôtel VIP	$64 050,00
Indemnités journalières VIP	$11 175,00
Location/restauration	$23 300,00
Sce/Équipement interprétation	$23 400,00

Divers	$2 500,00
	$221 177,00

Sur la base de **70 participants**

Divers	$2 000,00
	$193 264,00

Sur la base de **61 participants**

ANNEXE 4

PIÈCE JOINTE *1* :

STATUT DES RÉSULTATS À ATTEINDRE DU PLAN DE TRAVAIL DU 1er JUILLET 2011 AU 30 JUIN 2012

1. Équipe d'appui national

Objectif primordial : Appui aux partenaires des pays en développement du partenariat mondial en vue d'élaborer et mettre en œuvre des plans de grande qualité pour le secteur de l'éducation axés sur les résultats.

Objectifs	Résultats à atteindre	Statut des résultats à atteindre
# 1: Proposer un appui de grande qualité aux partenaires des pays en développement en vue de faciliter l'élaboration de plans pour l'éducation et la soumission de demandes de soutien financier et technique	1. Le Secrétariat assure la qualité constante des plans approuvés pour l'éducation et définit des résultats clés du secteur qui devront faire l'objet d'un suivi au fil du temps dans chaque pays en développement partenaire	Pays soutenus par le Secrétariat comme suit : **Pays dont les plans sont approuvés :** Nicaragua, Mauritanie, Soudan, RDC, Nicaragua (ré-approbation du plan), Ouganda. **Pays/États préparant des plans à soumettre pour approbation :** Soudan du Sud, Somaliland, Puntland, Zimbabwe, Madagascar, Tchad, Burundi, Ouzbékistan, Comores, Congo (Rép.), Pakistan.
	2. Nouveau guide des processus au niveau des pays et révision des directives d'élaboration et d'évaluation du plan pour l'éducation acceptés et opérationnels	Rédigés, à livrer au 3e trimestre de l'année calendaire 2012
	3. Subventions du partenaire mondial pour l'éducation pour soutenir l'élaboration et la révision des PSE/PIE et les programmes du partenariat mondial	Terminé
	4. Processus EQR en cours évalué et processus révisé approuvé et opérationnel pour les pays soumettant une demande de financement en 2012	Terminé
# 2: Appui financier et technique effectif pour la mise en œuvre des plans du secteur de l'éducation	1. Subventions opérationnelles pour la mise en œuvre des plans pour l'éducation	Terminé
	2. Subventions opérationnelles pour le renforcement des capacités dans les pays iii de l'IDA	Annulé
	3. Lancement de la campagne de communications pour informer les parties prenantes du pays des nouveaux processus au niveau des pays	En cours
	4. Stratégie de collaboration des États fédéraux approuvée	Terminé
	5. Nouveau système pour le financement basé sur les résultats	En attente d'un retour du

	approuvé	Conseil
	6. Nouvelle stratégie pour l'égalité des sexes pleinement élaborée – principaux pays approuvés et financements complémentaires basés sur les résultats prévus	Document de stratégie - livré Financements complémentaires basés sur les résultats - En attente d'un retour du Conseil
	7. Nouvelle stratégie pour les États fragiles pleinement élaborée – modèle d'augmentation du financement approuvé, approche de financement sur un plus long terme prévue	Document sur les États fragiles présenté au Conseil
Objectifs	**Résultats à atteindre**	**Statut des résultats à atteindre**
# 3: Suivi efficace de la mise en œuvre des plans pour l'éducation, communication des résultats et promotion du dialogue sur les défis pour atteindre des résultats	1. Suivi accru de la performance des subventions	Terminé
	2. Analyse des rapports 2011 des examens conjoints du secteur pour identifier les principaux résultats, les obstacles au progrès et les bonnes pratiques pour les résoudre	Terminé
	3. Appui technique et financier disponible pour les pays en développement partenaires en vue de renforcer l'examen conjoint du secteur	**Participation aux examens conjoints du secteur en 2011-2012 :** Togo, RCA, Malawi, Sierra Leone
# 4: Promotion d'une aide plus efficace par un renforcement des capacités des GLE et une plus grande utilisation de modalités d'aides plus alignées	1. Analyse transnationale des bonnes pratiques des groupes locaux d'éducation (GLE) pour faciliter l'apprentissage des leçons au niveau du pays	Terminé
	2. Ateliers régionaux pour faciliter l'apprentissage des leçons au sein des GLE articulés autour d'une coordination efficace du secteur	Reprogrammés pour le 4e semestre de l'année calendaire 2012 et le 1er trimestre de l'année calendaire 2013
	3. Appui technique disponible pour les pays en développement partenaires en vue de renforcer la capacité du GLE dans la coordination efficace des activités du secteur	**Pays suivis au moyen de visites sur le terrain en 2011-2012 :** Mauritanie (QAR), Zimbabwe, (appui au GLE/missions d'orientation), Tchad, Soudan du Sud, Somalie, RCA, RDC, Cambodge, Yémen, Bénin, Mali, Rwanda, Ouganda, Timor Leste, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Kirghizistan, Tadjikistan , Cameroun

2. Équipe des bonnes pratiques mondiales

Objectif principal : Appuyer la recherche de résultats mesurables du Partenariat mondial pour l'éducation en : a) définissant et en suivant des indicateurs de résultats ; b) améliorant la responsabilisation mutuelle des indicateurs et de leur financement ; et c) partageant les connaissances sur la manière d'atteindre ces indicateurs.

Objectifs	Réalisations attendues	État des réalisations attendues
# 1: Fournir les informations nécessaires à la gestion efficace du Partenariat et à l'évaluation de sa valeur ajoutée	1. Finaliser et mettre en œuvre une stratégie de contrôle et d'évaluation pour le Partenariat	Supervision et prestation de services de consultation externes sur le suivi et l'évaluation effectuées, consultation prolongée via le comité des institutions du Conseil effectuée, approche présentée et approuvée par le Conseil d'administration en novembre 2011. Approche présentée dans sa forme complète en août 2012. Certaines incertitudes persistent concernant la « gouvernance » du procédé
	2. Établir des rapports annuels sur la progression aux niveaux mondial et national	Travaux sur le Rapport sur les résultats achevés à 90 % dans l'année fiscale incluant des projections d'indicateurs, des tendances ultérieures d'indicateurs, des analyses de qualité et d'apprentissage, des tendances relatives à l'éducation, des résultats sont spécifiques à chaque pays (constituant la première base de données en son genre) et d'autres problèmes. Version préliminaire du rapport préparée d'ici juin 2012. Rapport complet d'ici septembre 2012. L'équipe de suivi et d'évaluation se verra confier les travaux après l'automne 2012 (en supposant que le Conseil approuve la structure du personnel et le financement).

# 2: Mettre en valeur l'efficacité de l'aide dans le domaine de l'éducation et appuyer le développement de financements innovants et de mécanismes de financements axés sur les résultats	1. Appuyer le développement de financements innovants et de mécanismes axés sur les résultats dans le domaine de l'éducation	Financements innovants : déplacé à l'équipe de mobilisation des ressources. Financements axés sur les résultats : note conceptuelle préparée, présentée au FAC en mai 2012, travail continu.
	2. Se préparer au quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, Busan, du 29 nov. au 1er déc. 2011	Participation du GPE au quatrième Forum de haut niveau (HLF) préparée et organisée. Le GPE s'est exprimé à trois reprises. Déclaration des principes d'aide efficace à l'éducation préparée, conjointement avec AusAID et l'UNICF. Enquête menée sur l'efficacité de l'aide dans 39 pays, plusieurs rapports ont été préparés via l'OCDE et le GPE même. Jusqu'à 30 profils de pays en anglais et en français ont été préparés en se basant sur les données des Ministères de l'éducation participants et des partenaires donateurs. Rapport final attendu en août 2012.
	3. Appuyer l'augmentation de la participation des partenaires/partenariats d'éducation de la société civile grâce à des audioconférences et des ateliers, la supervision du projet de Fonds d'éducation de la société civile (CSEF) et la collaboration avec les partenaires de la société civile	Supervision continue du CSEF, documents débattus et rendus, visite sur trois jours de l'administration du CSEF au secrétariat en octobre 2011. Financement de soudure de préparation à l'AusAID pour 5 millions de dollars américains. Des mises à jour fréquentes ont été communiquées au Conseil. En octobre 2011, le GPE a organisé une discussion avec un panel touchant à la participation de la société civile aux programmes mondiaux et aux fonds mondiaux lors du Forum sur les politiques de société civile avec GEF, PEPFAR, Cities Alliance et GAVI.

# 3: Améliorer la promotion, le partage de savoir et le dialogue sur les politiques concernant les bonnes pratiques permettant d'obtenir de meilleurs résultats en matière d'éducation	1. Rendre le programme Activités mondiales et régionales (GRA) opérationnel et le mettre en œuvre	Procédures de consultation développées et achevées, avec environ 20 parties prenantes (principalement des institutions du Conseil) présentant des observations, des idées et des propositions approfondies ; une réunion des parties prenantes a eu lieu en janvier 2012 ; le manuel opérationnel a été élaboré a fait l'objet d'une consultation par le Conseil et d'autres parties prenantes ; des réunions bilatérales avec le Conseil ont eu lieu ; le Conseil a été consulté en novembre 2011 et en juin 2012. Cependant, le GRA n'a pas été finalisé suite à diverses difficultés. Il est prévu que celui-ci soit finalisé d'ici décembre 2012
	2. Organiser le(s) réunion(s) du Partenariat 2012	Annulé (décision du président).
	3. Stratégie interne et externe de partage du savoir en place et en cours de mise en œuvre	La stratégie n'est pas encore en place. Une grande partie de création et de partage de savoir a cependant eu lieu. Voir en particulier les réalisations attendues ci-dessus.

# 4: Aider les enfants laissés pour compte et faire de la qualité une priorité	1. Développer et lancer des suggestions de politiques fondées sur l'expérience dans les pays en développement partenaires sélectionnés dans le cadre de la prestation de services pour les enfants non scolarisés, y compris les enfants ayant un handicap 2. Appuyer la réalisation des indicateurs de résultats d'apprentissage des pays en partageant le savoir, avec un soutien à la planification et en générant des observations empiriques sur comment stimuler rapidement les résultats d'apprentissage, en se concentrant particulièrement sur la lecture précoce et les mathématiques.	Expérience pilote approfondie menée au Cambodge. Manuel opérationnel concernant la réalisation d'enquêtes quantitatives sur les enfants non scolarisés et ceux ayant des handicaps produit basé sur la procédure en deux phases mise en œuvre au Cambodge. Rapports d'analyse de données (étudiants ayant un handicap) en lien avec la prestation/planification des services. Un rapport se basant sur un projet pilote pour venir en aide aux étudiants souffrant de vision réduite (mis en œuvre au Cambodge). Contribution à une meilleure mesure des données de présence et de données en dehors de l'école grâce au pilotage empirique de questionnaires « ménage ». Les pays spécifiques recevant un appui incluaient la Gambie et le Cambodge. Découverte et début d'organisation de connaissances en recherche de pointe sur la lecture et les mathématiques. Les donateurs principaux mis en réseau et appuyés incluent AUSAID, DfID, USAID, UNICEF et UNSECO. Ont blogué et rédigé des documents pour diffuser des connaissances. Ceux-ci ont été présentés dans de nombreux ateliers tels que Kigali (plusieurs pays [26], plusieurs donateurs [5]), Bangladesh (DfID, AUSAID), Addis-Ababa (DfID) et Washington (USAID) et à des conférences internationales (CIES). Précurseurs appuyés de lecture et de mathématiques grâce à la collaboration avec l'UNICEF, AKF, OSI et autres, dans des ateliers CE de plusieurs pays (19, EE et AC) à Athènes.

3. Mobilisation des ressources

Objectifs principaux : Augmenter le financement de l'éducation de base des partenaires des pays en développement et augmenter le financement du Partenariat mondial ; un Partenariat mondial réformé et amélioré présenté comme mécanisme efficace visant à coordonner les efforts d'aide à l'éducation de base et à soulever davantage de fonds et de soutien politique afin de parvenir à une éducation de meilleure qualité chez les partenaires des pays en développement.

Objectifs	Réalisations attendues	État des réalisations attendues
# 1: Planification et réalisation réussie de l'événement de reconstitution des ressources	1. Finaliser le site et les commanditaires	Fait
	2. Événement à l'Assemblée annuelle du FMI / de la Banque Mondiale	Annulé – Accent mis sur l'assemblée générale de l'ONU
	3. Événement à l'Assemblée générale des Nations Unies	Trois événements en partenariat avec d'autres
	4. Finaliser tous les documents directifs et tous les documents de reconstitution des ressources	Fait
	5. Mettre en œuvre la stratégie de changement d'image avant de lancer la nouvelle marque lors de l'événement de reconstitution des ressources en novembre	Fait Nouvelle marque approuvée par le Conseil en août, présentée à l'assemblée générale de l'ONU et grand déploiement lors de la reconstitution des ressources en novembre
	6. Minimum de 1,75 milliard de dollars américains promis pour le Fonds du Partenariat mondial pour l'éducation sur trois ans	En cours
	7. Au moins 5 nouveaux donateurs contribuant au Fonds	Aucun nouveau donateur n'a intégré le Fonds, sauf en ce qui concerne les États-Unis
	8. Les donateurs émergents et les fondations / le secteur privé commencent leur engagement avec le Partenariat mondial au moins en tant qu'observateur de la reconstitution des ressources	Engagement important de la part du secteur privé et des fondations dans le cadre de la reconstitution des ressources Quelque intérêt de la part des donateurs émergents
	9. Les engagements bilatéraux et autres de financement de l'éducation des pays en développement partenaires témoignent d'une augmentation nette du financement externe	On ne sait pas si le financement externe net a augmenté. Cinq donateurs ont promis des augmentations bilatérales. Ce tableau est certainement plus optimiste que ce à quoi nous nous attendions. Les promesses de politique et de financement domestiques sont impressionnantes

10. Mécanismes de financement complémentaires axés sur les résultats acceptés et fonds accordés	A la fin de l'exercice financier, on ne sait pas si le Conseil appuiera le financement complémentaire Bien que les résultats sont au cœur de la reconstitution des ressources, ce mécanisme n'était pas inclus
11. Lancement réussi de la nouvelle marque du Partenariat mondial pour l'éducation	Fait

Objectifs	Réalisations attendues	État des réalisations attendues
# 2: Suite à l'événement de reconstitution des ressources, obtenir des financements supplémentaires de la part de donateurs émergents, de fondations et du secteur privé	1. Au moins deux nouveaux pays ne faisant pas partie de l'OCDE ou du CAD promettant de financer le Partenariat mondial d'ici le 30 juin 2012 suite à davantage de mobilisation auprès de l'équipe de reconstitution des ressources après novembre 2011	Suisse et UE ACP
	2. Mise en place d'une obligation d'éducation ou d'un fonds de participation privé ou tout autre type de mécanisme de financement innovant permettant de mobiliser les ressources du secteur privé	Travail permanent avec l'OSF/Soros et le Qatar. 18 moins seront encore nécessaires avant la réalisation
	3. Au moins deux fondations contribuant au Partenariat mondial sur l'année	Une fondation qatarienne fournit un financement aligné de 45 millions de dollars Discussions en cours avec d'autres fondations.
# 3: Renseigner les donateurs sur la reconstitution des ressources afin qu'ils soient correctement informés sur la manière dont leurs fonds sont dépensés et sur les résultats accomplis	1. Collaboration étroite avec les autres équipes du Secrétariat pour fournir aux donateurs des mises à jour trimestrielles sur la reconstitution des ressources concernant : i) Le respect des promesses des donateurs ii) Réalisations et résultats principaux iii) Leçons tirées	Suivi en cours. Rapport communiqué au Conseil pour fournir un rapport de promesses annuel. Rapport sur les leçons tirées préparé par l'équipe de reconstitution des ressources pour les co-commanditaires et le secrétariat

4. Équipe des relations extérieures et des communications

Objectifs principaux : Présenter un FTI EPT réformée et améliorée comme mécanisme mondial efficace visant à coordonner les efforts d'aide à l'éducation de base et à soulever davantage de fonds et de soutien politique afin de parvenir à une éducation de base de meilleure qualité chez les pays en développement partenaires.

Objectifs	Réalisations attendues	État des réalisations attendues
# 1: Élévation du profil du FTI EPT sur le plan public et politique et renforcer la sensibilisation auprès des groupes constitutifs principaux	1. Événements pour élever le profil de l'éducation et du FTI EPT : Appuyer la représentation de l'EPT en général : - G8/G20 – événement apparenté ou table ronde - WEF/Davos - Événement de reconstitution des ressources du FTI EPT - Célébration des 10 ans du FTI EPT (plusieurs événements et publications) Autres dates de mobilisation pertinentes - Journée internationale des personnes handicapées - Journée mondiale contre le travail des enfants - Journée internationale de la langue maternelle - Journée mondiale des enseignants	Davos/G8/G20 considérés comme non réalisables compte tenu de la planification de l'événement de reconstitution des ressources Le secrétariat a appuyé des événements liés à la Journée mondiale des enseignants, à la Journée mondiale contre le travail des enfants et à d'autres événements touchant au handicap et à la langue d'enseignement.
	2. Documents d'information axés sur les messages centraux : 1) un FTI EPT réformée comme partenariat efficace et l'unique fonds mondial visant à offrir une éducation de base de qualité pour tous les enfants ; 2) montrer des résultats sur le terrain : les enfants à l'école et l'apprentissage ; et 3) documents/kit concernant la reconstitution des ressources - Nouvelle brochure basique - Nouveaux exemples de réalisation - Communiqués de presse - Nouvelles vidéos/DVD sur le FTI EPT	Nouveaux documents préparés en mettant fortement l'accent sur le changement d'image et la reconstitution de ressources Une vidéo a été préparée
	3. Renforcement des relations avec les organisations de la société civile : - Dialogue croissant et continu à des fins de mobilisation et de dialogue politique afin de faire participer des OSC de manière à appuyer la stratégie de reconstitution des ressources	Fait avec succès. Géré par l'équipe de mobilisation des ressources
	4. Préparation d'un soutien à haut niveau sur plusieurs niveaux	Non réalisé sauf en ce qui

	différents : - Approcher et engager des défenseurs de haut niveau comme « ambassadeurs » du FTI-EPT - Des événements locaux employés pour rassembler plus de soutien public par les membres du Conseil du FTI EPT	concerne le soutien de l'exercice de changement d'image
	5. Appuyer l'exercice de changement d'image	Appuyé tout au long de l'exercice (voir #1, élément 2 ci-dessus et #2 ci-dessous)

Objectifs	Réalisations attendues	État des réalisations attendues
# 2: Une stratégie sur le Web et sur les médias sociaux renforçant la sensibilisation auprès des groupes constitutifs essentiels comme outil de communication, de réseautage social et de partage de savoir	1. Sensibilisation grâce à des sites Web et grâce aux médias sociaux comme ingrédient essentiel des relations extérieures : i) soutien d'événements, de publications, de communiqués et de vidéos ii) lettre de diffusion Web bimensuelle iii) articles de fond mensuels iv) Reportages photo v) Banque de photos améliorée vi) portail pour les enfants sur le site Web ; observations de la part des enfants	Accompli avec succès. Les plateformes de médias sociaux sont entièrement opérationnelles et intégrées dans nos opérations de sensibilisation. La sensibilisation des enfants sera intégrée dans les activités de l'exercice fiscal en cours
	2. Site Web comme source d'information la plus à jour, navigation facile sur quatre rubriques principales : 1) partenaires ; 2) résultats ; 3) ressources ; et 4) médias	Réalisé. La navigation du site Web a été améliorée, la recherche est plus facile et le site dispose de mises à jour constantes
	3. Site miroir à jour en français	Largement réalisé. Le site miroir et le blog en français sont opérationnels et mis à jour régulièrement
	4. Une page d'arrivée mise à jour en permanence sur le site Web de la reconstitution des ressources	Réalisé, voir ci-dessus
	5. Un emplacement sur le site Web dédié aux donateurs	Partiellement réalisé. La page d'arrivée des donateurs est opérationnelle, les profils des donateurs seront intégrés lors de l'exercice fiscal en cours
# 3: Créer une stratégie médiatique efficace, dont les médias sociaux	1. Grâce à une approche ciblée des médias : générer un plus grand intérêt pour les objectifs de l'EPT, l'OMD 2 arrivant à grand pas comme la fondation d'autres développements et le FTI grâce à des événements de haut niveau ; appuyé par des communiqués de presse interactifs, les médias sociaux et en attirant activement l'intérêt des médias (utilisation d'un calendrier international d'événements)	Intégré avec succès dans les opérations et se poursuit dans l'année fiscale en cours en collaboration avec les partenaires du GPE
	2. Communiqués de presse locaux en collaboration avec les GLE concernant les décisions d'adoptions, les décisions d'allocation, la signature de subventions et les publications	Réalisé
	3. Construction et maintenance des médias essentiels sélectionnés et sensibilisation importante sur les médias sociaux, notamment Facebook, Twitter, YouTube	Réalisé, conception du site de médias sociaux terminé après le changement d'image, croissance soutenue de l'audience des médias sociaux
	4. Sensibilisation importante via les blogs internes et externes, communication à double sens durable entre les blogueurs et le public	Réalisé et toujours en cours dans l'année fiscale actuelle en collaboration étroite avec les partenaires du GPE

	5. Utilisation de défenseurs de haut niveau pour susciter l'intérêt des médias ; proposition de tables rondes médiatiques ou de tête-à-tête en prévision d'événements ou de publications (lié au n° 4)	Partiellement réalisé en soutien de l'exercice de changement d'image et atelier de lecture précoce à Kigali
# 4: Soutien à la campagne de collecte de fonds	1. A définir et à présenter dans le nouveau document de stratégie de reconstitution des ressources lors de la réunion du conseil en mai 2011 →Production de documentation, sensibilisation des médias et des OSC au sujet de l'événement de contribution (à déterminer)	Fait

5. Équipe des finances, de l'administration et de soutien au Conseil d'administration

Objectifs principaux : Faciliter : i) la prise de décision efficace et informée par le Conseil d'administration ; ii) le fonctionnement efficace du Comité financier consultatif ; ii) la transparence des opérations du fonds du Partenariat mondial pour l'éducation ; et iv) le fonctionnement sain et économique du Secrétariat.

Objectifs	Réalisations attendues	État des réalisations attendues
#1 Faciliter : i) la prise de décision efficace et informée par le Conseil d'administration ; ii) le fonctionnement efficace du CCF ; ii) la transparence des opérations du fonds du Partenariat mondial pour l'éducation	1. Appuyer les travaux du Comité consultatif financier (CCF), notamment :	
	- le développement de protocoles de prise de décision du Partenariat mondial pour l'éducation qui seront soumis à l'approbation du Conseil d'administration	En cours : mise en place de la prise de décision concernant les subventions terminée ; travaux en cours sur la priorisation des décisions contre la disponibilité des fonds restreints.
	- Mise en place de directives du CCF dans le cadre d'opérations commerciales relatives au CCF	Termes de références du CCF rédigés et approuvés.
	- Analyse/comparaison des politiques et procédures de l'Entité de supervision chargée de la mise en œuvre	Reporté au troisième et au quatrième trimestre de l'année civile 2012 dans un contexte de travail respectant les normes fiduciaires
	- Prise en charge du processus de recommandation du Conseil d'administration sur les modèles de rapports sur le portefeuille et sur les rapports d'exceptions	Rapport sur le portefeuille préparé
	- Facilitation des communications des groupes constitutifs du CCF	Site SharePoint développé à des fins d'échange de documents
	2. Appuyer les travaux du Conseil d'administration, notamment :	Deux réunions du Conseil ont été appuyées en plus de la Conférence de Reconstitution des ressources
	- Apporter un appui logistique de haute qualité au Conseil d'administration et à d'autres réunions du Partenariat mondial	Les documents sont examinés avant toutes les réunions du Conseil
	- Fournir des prestations d'assurance qualité / des examens des documents du Conseil	Projets de décisions préparés dans le cadre de la préparation des documents du Conseil (le cas échéant) ; assistance ad hoc fournie pendant le déroulement des réunions.
	- Apporter un appui à la prise de décision du Conseil d'administration	Site SharePoint développé : réunion de groupe constitutif
	- Facilitation de la communication des groupes constitutifs du	

	Conseil	tenue pour le groupe constitutif du Conseil AFR 2 en préparation de la réunion du conseil de juin 2012
	3. Continuer les travaux sur les concepts opérationnels du Fonds, notamment sur l'intégration des processus et des calendriers du CCF : - Continuer le développement des directives opérationnelles	Directives de processus nationales développées et publiées ; manuel opérationnel GRA en cours de préparation
	- Préparer les accords de transfert	Projets d'accords de transfert préparés et communiqués aux agences intéressées. Audioconférence tenue en avril avec des participants provenant d'environ 10 agences.
	- S'accorder sur la mise en œuvre de subventions et assurer le suivi de cette dernière conformément aux normes de service	Accord trouvé sur les normes de mise en œuvre de subventions, suivi continu
	4. Déploiement des processus de demande et des directives opérationnelles du Fonds à tous les partenaires, en mettant l'accent sur les GLE	Directives opérationnelles publiées sur Internet. Déploiement en cours.
	5. Préparer les rapports financiers et les rapports de mise en œuvre sur les fonds fiduciaires et les rapports de mise en œuvre sur le Fonds	Fait : Rapports financiers trimestriels préparés pour le FC et le FPDE ; rapport de mise en œuvre annuel préparé pour le FC.
# 2: Fonctionnement sain et économique du Secrétariat	1. Développer, communiquer, mettre en œuvre et appuyer les processus internes du Secrétariat	Les processus visant à prendre en charge un Secrétariat à croissance rapide en cours de préparation, notamment ceux touchant au rapport coût-efficacité des décisions de dépenses du Secrétariat.
	2. Respecter les exigences internes de l'agence hôte (ressources humaines, gestion des ressources etc.)	En cours

ANNEXE 4
PIECE JOINTE 2

Conférence sur la Reconstitution des Ressources du Partenariat Mondial pour l'Éducation
Rapport de fin d'exécution financée par l'extérieur
11 mars 2012

La première Conférence sur la reconstitution des ressources du Partenariat mondial pour l'éducation s'est tenue le 8 novembre 2011. Celle-ci fut hébergée par le Danemark et coparrainée par l'Australie, l'Irlande, la Norvège, la Suède, le Rwanda et la Guyane.

Alors que la conférence devait accueillir 150 participants, plus de 300 participants étaient présents. Lors de la conférence, 60 promesses de don ont au total été formulées par des gouvernements de pays donateurs et en développement, des agences multilatérales et des organisations issus de la société civile et du secteur privé, toutes destinées à faire progresser l'Éducation pour tous dans les pays à faible revenu entre 2011 et 2014. Une réunion-débat ministérielle s'est tenue au milieu de la journée, dans une yourte spécialement sécurisée pour l'occasion, à laquelle tous les ministres et chefs d'agence ont participé. La discussion a principalement porté sur l'éducation des filles.

Au cours de la conférence :

> ***Les pays en développement partenaires*** ont promis d'augmenter le financement intérieur réservé à l'éducation de base de plus de 2 milliards de dollars et se sont engagé à améliorer l'accès et la qualité de l'éducation. Tous les partenaires des gouvernements se sont engagés envers les objectifs de politique visant à améliorer les progrès réalisés concernant l'éducation des filles, les États fragiles, les résultats d'apprentissage et l'accès à l'éducation
>
> ***Les partenaires donateurs*** se sont engagés à consacrer environ 1,5 milliard de dollars au fonds fiduciaire du Partenariat mondial pour l'éducation durant la période comprise entre 2011 et 2014 et se sont engagés à augmenter l'aide bilatérale pour l'éducation et à améliorer son efficacité sur les trois prochaines années. Quinze donateurs, l'Australie, la Belgique, le Canada, le Danemark, la Commission européenne, l'Irlande, l'Allemagne, la France, le Japon, les Pays-Bas, la Norvège, l'Espagne, la Suède, les États-Unis et le Royaume-Uni, ont promis d'allouer de nouvelles ressources au fonds fiduciaire du Partenariat mondial pour l'éducation.
>
> ***Les organisations de la société civile*** se sont engagées à suivre les promesses des partenaires donateurs, à assurer des formations auprès des enseignants et à s'impliquer dans la construction d'écoles, à se battre en faveur de l'éducation des filles et l'élimination du mariage d'enfants, et ont formulé d'autres engagements importants. ***Le secteur privé et les fondations privées*** se sont engagés à améliorer les résultats d'apprentissage et les résultats de l'alphabétisme ainsi que l'accès à l'éducation pour les enfants vivant dans des États fragiles, ainsi qu'à diminuer le nombre total d'enfants non scolarisés grâce à des programmes d'éducation évalués à 687 millions de dollars. La valeur des promesses formulées par ces groupes constitutifs

ont totalisé près de 2 milliards de dollars sous forme d'investissements opérationnels dans les programmes éducatifs pour la période comprise entre 2011 à 2014.

Les organisations internationales, à savoir, l'UNICEF, l'UNESCO et la Banque mondiale, se sont engagés à employer leur leadership organisationnel et leurs ressources financières pour appuyer les objectifs du Partenariat mondial.

La Conférence sur la reconstitution des ressources a marqué le lancement de la campagne de reconstitution des ressources du Partenariat mondial pour l'éducation, qui devra durer jusqu'à 2014. Les futurs engagements de financement annuel anticipés de la part des donateurs existants et de nouveaux donateurs en 2012, 2013 et 2014 devraient contribuer à permettre aux ressources du fonds fiduciaire du Partenariat mondial pour l'éducation d'atteindre l'objectif ultime de 2,5 milliards de dollars. De nouveaux donateurs, « traditionnels » et « émergents », devraient adhérer au Partenariat mondial dans les années à venir.

L'ordre du jour de la Conférence sur la reconstitution des ressources est présenté dans la **Pièce jointe 1**. La **Pièce jointe 2** est un rapport narratif préparé par l'Équipe de Reconstitution des ressources du Secrétariat du GPE. Celui-ci décrit les efforts entrepris à l'approche de la Conférence sur la reconstitution des ressources ainsi que les enseignements tirés lors de ce procédé. Un Rapport de synthèse sur la Conférence sur la reconstitution des ressources, offrant des informations sur les promesses de don des pays en développement partenaires, des donateurs, des OSC et des organisations internationales, est en préparation et sera communiqué sous peu par l'Équipe de reconstitution des ressources. Les détails des promesses de don sont accessibles sur le site Web du Partenariat mondial pour l'éducation à l'adresse http://www.globalpartnership.org/conference-pledges.

COUTS TOTAUX REELS DE LA CONFERENCE SUR LA RECONSTITUTION DES RESSOURCES DU GPE

Le coût total de la Conférence sur la reconstitution des ressources a atteint 607.949,36 $. Bien que des travaux considérables aient été entrepris préalablement à la conférence, ce total ne reflète que les dépenses directement liées à son administration. Le tableau propose un résumé des coûts par catégorie de dépenses principale.

Les catégories de dépenses principales furent les suivantes :

Équipe de reconstitution des ressources et consultants : L'Équipe de reconstitution des ressources était composée de 10 agents et consultants travaillant tous à la Conférence de reconstitution des ressources à temps partiel ainsi que deux stagiaires diplômés recrutés pour le mois de novembre pour épauler l'équipe. L'équipe s'est montrée très responsable dans la préparation de la documentation et la coordination de toutes les activités à l'approche de la conférence. En ce qui concerne les coûts des membres de l'Équipe de reconstitution des ressources affectés à la Conférence sur la reconstitution des ressources, à deux exceptions près, les coûts de tous les membres de l'équipe affectée ne reflètent que les travaux effectués en octobre, en novembre et en décembre 2011 : la période précédant et suivant directement la conférence, incluant la préparation du rapport sur les résultats. Les dépenses de juillet à décembre de deux consultants

faisant partie de l'Équipe de reconstitution des ressources, à savoir, le Coordonnateur de la reconstitution des ressources et le Spécialiste de la politique sur la reconstitution des ressources, sont entièrement attribuées à la Conférence sur la reconstitution des ressources. Sont également inclus les frais de déplacement, d'hôtel et de séjour de l'Équipe de reconstitution des ressources lors du déplacement à Copenhague pour travailler sur la Conférence sur la reconstitution des ressources. Bien que de nombreux autres membres du personnel du Secrétariat du GPE aient participé à la préparation et à l'administration de la conférence, les coûts qui les concernent ne se reflètent pas dans le total.

Logistique de l'événement : Un organisateur de conférence a été recruté pour fournir l'appui organisationnel et logistique à la Conférence de reconstitution des ressources ainsi qu'à la réunion du Conseil d'administration du GPE. Les coûts présentés dans le Tableau 1 ne reflètent que la part de la Conférence sur la reconstitution des ressources du contrat global de l'organisateur de conférence. L'organisateur de conférence était responsable de toutes les tâches logistiques, notamment, la sécurisation et la préparation du lieu de conférence (y compris la yourte), les rafraîchissements et les repas, la réception et l'inscription, le transport en bateau faisant le relai entre l'hôtel et le lieu de l'événement, les systèmes audio et d'écran, le matériel de la conférence (services de graphisme, badges, sacs, parapluies), et de faire participer des écoliers locaux à l'événement.

Matériel du GPE : Papeterie, stylos, T-shirts, avec le nouveau logo GPE.

Billets d'avion, hôtel, indemnités pour les VIP des pays en développement : Vingt ministres et autres représentants officiels des gouvernements des pays en développement partenaires ne faisant pas partie du Conseil d'administration du GPE ont participé à la Conférence sur la reconstitution des ressources. Les coûts présentés dans le Tableau 1 reflètent leur présence à la Conférence sur la reconstitution des ressources. Tous les coûts des pays en développement partenaires faisant partie du Conseil d'administration du GPE sont exclus (même dans le cas où le membre du Conseil d'administration fut présent lors de la Conférence sur la reconstitution des ressources en plus de la réunion du Conseil d'administration du GPE), de même que pour les coûts liés à la participation de ces 20 ministres ne siégeant pas au Conseil d'administration et à d'autres représentants de gouvernements de pays en développement partenaires à la réunion du Conseil d'administration du GPE.

Transports : Les transports en bus entre les hôtels et le lieu de l'événement pour les personnes présentes lors de la Conférence sur la reconstitution des ressources ainsi que les transports faisant le relai avec l'aéroport pour les 20 ministres et autres représentants officiels ont été précisés précédemment.

Tableau 1
Coûts réels de la Conférence sur la reconstitution des ressources du GPE

Catégorie de dépense	Salaires/Honoraires:	Déplacements	Autre	Total
Équipe de reconstitution des ressources et consultants	219 725,82	77 947,00		297 672,82
Logistique de l'événement			146 806 77	146 806 77
Traduction des documents			6 807,57	6 807,57
Matériel portant le logo du GPE			39 162,20	39 162,20
Billets d'avion, hôtel, indemnités pour les VIP des pays en développement		108 000,00		108 000,00
Transports			9 500,00	9 500,00
Total	**219 725,82**	**185 947,00**	**202 276,54**	**607 949,36**

SOUTIEN FINANCIER DE LA CONFERENCE SUR LA RECONSTITUTION DES RESSOURCES DU GPE

Quatre partenaires donateurs, l'Australie, le Danemark, l'Irlande et la Suède, se sont engagé à fournir un soutien financier à hauteur de 338 082 dollars américains, dont 228 512,20 dollars américains ont été perçus lors de la préparation du présent rapport. Le Tableau 2 ci-dessous présente les informations concernant les promesses de don par donateur.

Tableau 2
Récapitulatif des promesses de don par donateur en appui à la Conférence de reconstitution des ressources du GPE

Donateurs	Promesses de don dans la devise de contribution	Équivalent des promesses de don en USD	Fonds perçus en USD *	Équivalent en USD des promesses de don non-versées
Australie	150 000 AUD	159 570,00	0,00	159 570,00
Danemark	347 000 DKK	60 989,00	60 989,00	0,00
Irlande	50 000 EUR	65 362,50	65 362,50	0,00
Suède	700 000 SEK	102 160,70	102 160,70	0,00
Total		388 082,20	228 512,20	159 570,00

**** Conversion de devises basée sur le taux de change à la date de la réception des fonds.***
***** Équivalent en dollars américains basé sur le taux de change du 22 février 2012***

En plus de sa contribution susmentionnée, en tant qu'hôte de la Conférence de reconstitution des ressources, le ministère des affaires étrangères a fourni un soutien financier et autre significatif à l'événement. Ce soutien comprenait notamment le temps et l'effort consacré par le personnel du ministère

des affaires étrangères à fournir le leadership et l'appui à l'approche de l'événement, la mise à disposition d'un grand bureau entièrement équipé pour l'équipe de reconstitution des ressources pendant la semaine précédant l'événement de reconstitution des ressources et l'impression du calendrier de l'événement, le document initial des résultats des promesses de don, l'ordre de zone de promesses de don et d'autres documents importants. Le Danemark a également hébergé une réception pour les personnes présentes à la Conférence sur la reconstitution des ressources le 7 novembre 2011.

La différence entre les coûts totaux de la Conférence sur la reconstitution des ressources et les financements obtenus de la part des quatre partenaires donateurs a été assumée par le Fonds fiduciaire du Secrétariat du GPE (258 281,43 dollars américains) et les ressources de la Banque mondiale consacrées au Secrétariat du GPE (100 000 dollars américains).